

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'honorable Onésime Gagnon,

C.P., C.R., LL.D.,

Trésorier de la Province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 5 avril 1945



1945

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'honorable Onésime Gagnon,
C.P., C.R., LL.D.,
Trésorier de la Province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 5 avril 1945



1945

1945

DISCOURS SUR LE BUDGET

5 avril 1945

L'Honorable Onésime Gagnon, C.P., C.R., LL.D.,



Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur pour la première fois de présenter aux membres de cette Chambre le budget du gouvernement. Il m'est agréable de profiter de l'occasion pour remercier le Premier Ministre de la confiance qu'il m'a témoignée en me confiant la direction du département du trésor. Ce geste de mon chef, mes compatriotes en ont saisi toute la portée. Ils ont vu dans le choix d'un trésorier de langue française, une décision éclairée qui dépasse les insuffisances du titulaire pour sauvegarder un principe excellent. Désormais, on ne devra plus laisser croire à l'inaptitude des Canadiens français à la pratique des finances publiques. Dans le passé, les nôtres qui ont occupé le poste de trésorier ne l'ont fait qu'à titre temporaire, en attendant le choix d'un titulaire de langue anglaise. Nos adversaires ont tenté de diminuer toute la signification de cet événement en affirmant que les précédents étaient nombreux. Ils ont cité en exemple le cas de l'ancien premier ministre, l'honorable Alexandre Taschereau, qui fut trésorier de la province durant quelques mois. Ils ont oublié, toutefois, de dire que ce dernier n'avait pris charge que temporairement du département du trésor, pour remplacer l'honorable Gordon Scott, nommé d'abord trésorier provincial et défait lors d'une élection partielle dans Huntingdon, le 4 novembre 1930.

J'ai eu la curiosité de consulter les vieux journaux de la province, afin de voir quelle fut la réaction de l'opinion publique lors de la nomination du premier trésorier de langue française, soit celle de Bachand,

le 8 mars 1878. Bachand n'occupa le poste que durant quelques mois dans le gouvernement libéral de Joly de Lotbinière, à la suite du coup d'état de Letellier de Saint-Just. Les journaux sympathiques à Joly n'ont accordé aucune signification particulière à l'événement, probablement parce que Joly, selon Rumilly, avait vainement offert le trésor à Holton dans son gouvernement-surprise. Bachand reçut donc ce qu'un autre avait d'abord refusé. La composition du ministère, annoncée au public au lendemain du Mercredi des Cendres, fit écrire au spirituel Israël Tarte qu'il s'agissait d'un ministère de Mardi-Gras. Quelques jours plus tard, trois ministres, dont le nouveau trésorier, partaient pour Ottawa, et Tarte écrivait dans le *Canadien* du 16 mars 1878:

“Messieurs Bachand, Chauveau et Laframboise sont à Ottawa. Ils sont à conférer avec leurs chefs, MM. McKenzie et Brown.

“Les ministres locaux ne sont plus que les humbles valets de chefs libéraux qui siègent à Ottawa.

“Les gouvernement fédéral et local ne font plus qu'un. C'est le comble de l'infortune pour la province de Québec”.

Cette citation illustre bien la tradition que le parti libéral a conservée avec jalousie jusqu'à nos jours. Toutefois, depuis le 30 août, grâce à son chef, le gouvernement de Québec ne suit plus une politique rétrograde, mais une politique fièrement autonomiste, une politique dictée par nos intérêts et mesurée par nos droits incontestables dans la Confédération canadienne. Cette politique facilite d'autant le travail du trésorier et, à ce propos, ne convient-il pas de rappeler cette réflexion du baron Louis, qui fut ministre des finances sous la monarchie de Juillet:

“Faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de bonnes finances”.

La politique éclairée du premier ministre facilite, je le répète, la tâche du trésorier. Par contre, en examinant l'héritage que nous a laissé l'ancien gouvernement et le budget qu'il soumettait à la Chambre l'an dernier, je me suis rappelé cet extrait d'un discours sur les finances, prononcé par Adolphe Thiers, au parlement français, le 1er juillet 1868:

“Un budget, c'est la photographie d'un gouvernement. Oui, messieurs, c'est sa représentation la plus fidèle... Et savez-vous ce qu'il y a dans votre budget, savez-vous pourquoi il se trouve dans une situation si triste? C'est parce qu'il contient toute votre politique... Il contient toute votre politique en effet; il contient, je n'ose pas proférer le mot, vous allez m'interrompre, vous irriter, il contient les élections”.

Le budget est donc l'expression la plus sensible de la situation d'une province. C'est là que viennent se résumer les erreurs et les fautes du passé; c'est là que se trouvent aussi inscrites les espérances de l'avenir. Les lois et les principaux événements de la vie nationale y trouvent leurs répercussions, et c'est sans doute pour cela que dans nos démocraties le discours du budget donne lieu au plus important débat de nos sessions parlementaires.

Cette image de la situation de la province doit en quelque sorte se dédoubler, car elle doit refléter à la fois le passé et l'avenir. Le discours du budget doit faire connaître les résultats de l'année terminée aussi bien que les projets du gouvernement pour la prochaine.

Toutefois, avant de commencer mon exposé, je tiens à attirer l'attention des membres de la Chambre sur la conduite assez étrange de l'ancien trésorier, depuis que son gouvernement a perdu le pouvoir.

Dans sa déclaration du 16 décembre, il affirmait:

“Je ne me propose pas d'engager une lutte continue avec mon honorable ami, le trésorier provincial. J'attends avec confiance la convocation des Chambres, alors qu'il sera devant moi. Dans ce temps-là, il n'osera pas critiquer l'administration financière de la province durant les cinq dernières années”.

A deux reprises déjà depuis le début de la session, et vous savez que lorsque le Parlement siège les ministres et députés font généralement leurs déclarations sur le parquet de la Chambre, à deux reprises déjà, d'abord le 15 mars 1945, l'ancien trésorier a remis une déclaration aux journaux sur les finances de la province, et ces jours derniers, soit le 27 mars, il utilisait de nouveau le même procédé, après l'ajournement de la Chambre.

Si je m'en tiens aux principes contenus dans sa déclaration du 16 décembre, je dois en conclure que l'ancien trésorier manifeste plus de courage en dehors de la Chambre pour critiquer notre administration financière. D'ailleurs, il a laissé passer le budget supplémentaire; il a laissé voter le sixième des crédits sans faire ici aucun commentaire. Dans les deux cas, il s'est contenté de faire des déclarations aux journaux, en pensant sans doute que c'était là le moyen le plus sûr d'éviter la réplique.

I

LA SITUATION FINANCIÈRE

1°. — L'héritage laissé par l'ancien gouvernement

La veille de l'assermentation du gouvernement de l'Union Nationale, l'ancien trésorier s'empressait de remettre aux journaux une déclaration fantaisiste sur la situation financière de la province. Chose curieuse, à aucun moment de la campagne électorale, les libéraux n'avaient cru bon de présenter le bilan de leur administration. J'ai réalisé rapidement qu'au lieu de trouver tous les comptes payés, des espèces en banque et un surplus de \$6,731,736.33, comme voulait le faire croire mon prédécesseur, les finances de la province étaient dans un état déplorable. A mon premier contact avec les hauts fonctionnaires du département, j'ai constaté que notre héritage était plutôt maigre. Les crédits de plusieurs départements étaient déjà épuisés, alors qu'il nous restait à faire face aux dépenses de sept mois de l'année financière en cours. La principale cause de ce gâchis était due au fait que le parti libéral avait pris tous les moyens possibles, sans se préoccuper des finances de la province, pour gagner les élections, en distribuant faveurs et contrats.

Le gouvernement de l'Union Nationale prit alors la décision de demander l'assistance d'un expert, afin de connaître la véritable situation au 31 août 1944, c'est-à-dire au moment où il assumait la charge de l'administration provinciale. Le 6 septembre, monsieur Rosaire Courtois se voyait confier cette tâche. Le peuple de la province avait le droit indiscutable de connaître l'état financier de la province et si oui ou non l'exposé de l'ancien trésorier était conforme aux faits.

Monsieur Courtois avait été à l'emploi du gouvernement provincial, dans le département du trésor, de 1934 à 1942. Il en connaissait tous les rouages. Il avait toujours été considéré comme un fonctionnaire compétent et intègre, et l'ancien trésorier lui-même disait dans son discours sur le budget, le 21 mai 1940, que monsieur Courtois, comptable agréé, était un jeune homme d'une grande capacité. Son travail a duré deux mois et, le 6 novembre, il soumettait au gouvernement un rapport technique sur le bilan de la province au 31 août 1944 et, de plus, un aperçu des principales conclusions de son enquête.

Quels sont les éléments qui pouvaient lui permettre d'établir notre situation financière? En premier lieu, il fallait dresser un bilan de l'actif et du passif, au 31 août 1944. Il lui fallait également connaître d'une façon claire et précise les engagements pris par l'ancien gouvernement à même le budget de 1944-1945, et prévoir si possible, le résultat

des opérations de l'année alors en cours, pour déterminer les besoins financiers de la province pour l'année qui s'est terminée, le 31 mars 1945.

Ce bilan nous a tout d'abord permis d'établir la dette flottante de la province. La dette flottante est l'ensemble des reliquats de comptes auxquels il n'a pas été pourvu ni par l'impôt, ni par l'emprunt par obligations. Elle est composée des comptes non payés, des montants soutirés des banques et des bons du trésor. L'enquête a révélé que l'ancienne administration avait été obligée de dépasser ses revenus ordinaires pour solder des comptes courants, et qu'elle avait eu recours à de nombreux emprunts à la banque par le moyen des bons du trésor. Le montant de ces bons s'était constamment accru et le compte des banquiers était très chargé. De plus, l'ancienne administration avait négligé de recourir à l'opération qui s'appelle la consolidation, c'est-à-dire qu'elle avait négligé de décharger le compte du banquier en empruntant au moyen d'obligations. Cette dette flottante pouvait être nuisible au bon crédit de la province. Aussi, le présent gouvernement a-t-il décidé de profiter des avantages du marché pour opérer aussi rapidement que possible la consolidation de ce lourd héritage. Nous avons, d'ailleurs, déjà commencé ce travail.

En résumé, voici les conclusions du rapport Courtois sur les finances de la province :

1.—La dette totale de la province durant la période du 8 novembre 1939 au 31 août 1944, c'est-à-dire sous l'administration libérale, a été portée à \$418,132,000,00, ce qui représente une augmentation de \$39,724,000,00 sur la dette existante au 8 novembre 1939.

2.—Le résultat est le même, si nous établissons le total des revenus et des dépenses du gouvernement libéral durant la même période :

Dépenses ordinaires et de capital	\$ 455,742,000.
Autres item affectant la dette totale	287,000.
	<hr/>
	\$ 456,029,000.
Revenus ordinaires	\$ 416,305,000.
	<hr/>
Augmentation de la dette	\$ 39,724,000.

Nous constatons d'abord que les revenus de l'administration libérale ont été de \$416,305,000. Sous l'administration de l'Union Nationale, ces revenus n'avaient été que de \$180,122,000. En d'autres termes, les contribuables ont été obligés de payer durant l'administration libérale deux fois plus de taxes que sous le régime de l'Union Nationale, plus un montant de \$56,061,000, c'est-à-dire que les taxes sous le régime libéral ont été de 230% plus fortes que sous l'Union Nationale. Ne serait-il pas à propos de parler ici de la danse des impôts ?

Toutefois, vu que l'Union Nationale a été au pouvoir pendant une période de quarante mois et quart et l'administration libérale cinquante-sept mois et trois quarts, il est légitime d'établir une juste proportion des chiffres de cette dernière administration et de les ramener à la même durée que celle de l'Union Nationale. Nous arrivons alors aux tableaux comparatifs suivants :

	Administration libérale (40 $\frac{1}{4}$ mois)	Administration Union Nationale (40 $\frac{1}{4}$ mois)
Revenus ordinaires.	\$ 290,165,000.	\$ 180,122,000.
Dépenses de chômage. . . .	8,867,000.	68,678,000.
Avances nettes au prêt agricole.	6,069,000.	29,442,000.

Ce tableau saisissant démontre que pour une même période de temps, l'administration libérale a perçu en taxes, anciennes et nouvelles, des revenus qui dépassent ceux du gouvernement de l'Union Nationale de plus de \$110,000,000. En d'autres termes, le peuple de la province a donc payé en taxes au gouvernement libéral \$2,750,000 de plus par mois que sous le gouvernement de l'Union Nationale. Si l'on remarque que sous l'administration libérale, le gouvernement a dépensé \$60,000,000 de moins pour le chômage et qu'il a avancé \$23,000,000 de moins pour le crédit agricole, nous constatons, ainsi que l'indique cette comparaison, que nos prédécesseurs ont manipulé pour une même période d'administration, soit quarante mois et un quart, des fonds pour une valeur de \$193,000,000 de plus que sous l'Union Nationale. En d'autres termes, l'administration libérale des cinq dernières années se caractérisait par une période de taxation, d'absence de chômage causée par la guerre et d'assèchement des avances au crédit agricole.

Le tableau qui précède indique d'une façon saisissante que si l'administration libérale avait eu les mêmes revenus, les mêmes dépenses de chômage et les mêmes avances au crédit agricole, pour la même durée de temps que celle de l'administration de l'Union Nationale, elle aurait augmenté la dette de \$193,000,000 de plus qu'elle ne l'a fait. Vu que le tableau No 5 ci-annexé indique que pour une durée de 40 mois et un quart l'administration libérale a augmenté la dette de \$27,686,000, cette augmentation aurait donc été de \$220,686,000 si elle avait eu à faire face aux mêmes contingences.

Le peuple de cette province a bien droit de demander à l'ancien gouvernement un compte sévère de ses dépenses exagérées. Les con-

tribuables ont droit de connaître la vérité et ils veulent autre chose que des jongleries avec les chiffres.

3.—La dette flottante de la province, d'après le rapport de monsieur Courtois, se totalisait à \$55,523,000, au 31 août 1944, et devait être augmentée à \$75,726,000 à cause des obligations immédiates léguées par l'administration précédente.

Cette dette flottante s'établissait comme suit:

Comptes à payer	\$ 7,727,000.
Bons du Trésor	35,250,000.
Soutirés de Banque	2,010,000.
	<hr/>
	\$ 44,987,000.
Fonds en fidéicommiss et dépôts judiciaires	7,469,000.
Intérêts courus sur la dette	3,067,000.
	<hr/>
Dette flottante au 31 août 1944	\$ 55,523,000.
A ce montant il faut ajouter:	
a) Les échéances nettes du 1er septembre 1944 au 31 mars 1945	\$ 16,220,000.
b) Déficit probable d'opérations, moins recettes à être différées au 31 mars 1945 et encaisse- ments nets sur comptes à recevoir et avances, période du 1er septembre 1944 au 31 mars 1945	\$ 3,983,000.
	<hr/>
TOTAL	\$ 75,726,000.

Ainsi, si nous n'avions fait aucun emprunt, après notre arrivée au pouvoir, l'administration de l'Union Nationale aurait été obligée de traîner une dette flottante, c'est-à-dire des comptes non payés pour plus de \$75,000,000. Nous avons dès lors le devoir de diminuer dans toute la mesure du possible ce lourd fardeau avant de commencer à réaliser notre programme de restauration. Afin de mesurer toute la gravité du problème, il faut noter que cette dette flottante, qui était au 30 juin 1940 de \$21,139,000 a augmenté progressivement d'année en année, pour atteindre \$55,523,000 au 31 août 1944, et aurait atteint \$75,726,000 au 31 mars 1945, par suite des obligations contractées par l'administration libérale avant le 31 août 1944. Il ne faudrait pas croire que l'ancien gouvernement a accumulé cette dette flottante tout simplement parce qu'il a refusé de recourir à l'emprunt. Au contraire, l'ancien gouvernement a émis des obligations nouvelles, pour un montant de \$212,930,000.

Voici les chiffres officiels de ces emprunts:

Du 8 novembre 1939 au 30 juin 1940.....	\$ 77,000,000.
Du 1er juillet 1940 au 31 mars 1941.....	\$ 36,600,000.
Du 1er avril 1941 au 31 mars 1942.....	\$ 17,125,000.
Du 1er avril 1942 au 31 mars 1943.....	\$ 57,525,000.
Du 1er avril 1943 au 31 mars 1944.....	\$ 24,680,000.
	<hr/>
	\$212,930,000.
	<hr/>

Sous le régime de l'Union Nationale, les emprunts se sont totalisés à \$217,000,000, alors que nous traversons une crise de chômage et que les impôts que nous retirions étaient d'environ un million de moins par semaine que sous le régime libéral.

Ces chiffres ne tiennent aucun compte, en outre, des problèmes financiers écrasants soulevés par l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power et de ses filiales. Cette loi dont l'application suscite d'extrêmes difficultés pose un précédent dangereux. Elle ne fixe pas le montant de l'expropriation, ni la date du paiement et ne prévoit aucun moyen de dédommager les actionnaires expropriés. L'Union Nationale devra trouver une solution satisfaisante à ce problème, au cours de la présente session.

Une autre constatation en marge du rapport Courtois nous permet de nous rendre compte qu'après cinq mois d'administration, au cours de la dernière année fiscale, le budget annuel au montant de \$92,283,181, pour la période du 1er avril 1944 au 31 mars 1945, était déjà dépensé ou engagé pour un montant de \$80,324,000, et qu'au lieu d'un surplus, l'année financière se terminerait avec un déficit considérable. Il était évident, dès le 1er septembre 1944, que le gouvernement serait forcé de recourir à un budget supplémentaire extraordinaire, à cause des dépenses exagérées effectuées au cours des cinq premiers mois d'opérations et afin de rencontrer les dépenses nécessaires qui devraient être encourues pour terminer l'année en cours. D'ailleurs, les économistes français n'emploient pas souvent les mots "budget supplémentaire", mais budget rectificatif. C'est un budget destiné à rectifier le budget principal.

Le gouvernement libéral, lors de son départ du pouvoir, le 30 août, n'a donc laissé à l'administration de l'Union Nationale, pour une période de sept mois, que des crédits pour un montant de \$11,959,000, sur un budget voté de \$92,283,181. Il est à noter, de plus, comme l'indique du reste le rapport Courtois, que les six derniers mois de l'année se soldent toujours par un déficit d'opérations considérables, à cause des revenus moindres et des dépenses plus fortes engagées au cours

de la première période et soldées dans la seconde. L'an dernier, ainsi que l'indique le rapport Courtois, le déficit des six derniers mois d'opérations a été de \$12,690,000. Ces faits saillants attendent encore que les membres de l'ancien gouvernement libéral les contestent devant l'opinion publique qui réclame les explications vainement attendues depuis le 8 août 1944.

2°. — Les affirmations de l'ancien trésorier

Les chiffres que je viens de citer nous donnent une idée de la triste situation financière qui fut notre héritage. Leur sombre éloquence, d'ailleurs, a imposé le silence à la plupart des flatteurs intéressés qui parlaient du génie financier de l'ancien premier ministre et de son trésorier. L'expression est aujourd'hui démodée et le "Star" a été presque seul dans le grand silence, vers le 1er septembre dernier, à chanter leurs louanges et leur habileté comme administrateurs. Nombre de gens sont portés à croire que les années font radoter cette feuille tory dévouée soudainement au parti libéral, mais ils ne savent pas que l'ancien trésorier l'a libéré de l'obligation de payer un montant de \$81,269.28 qu'elle devait à la province en vertu de la loi sur les corporations, édictée en 1939 par l'Union Nationale. La découverte d'un incident aussi significatif m'a permis de constater une fois de plus la vérité de ce vers du poète :

"Les plus désespérés sont les chants les plus beaux. . ."

Afin de tenter de justifier ces louanges de son unique thuriféraire, l'ancien trésorier a fait plusieurs déclarations sur les finances de la province depuis la défaite du parti libéral. Il a manifesté certainement plus de zèle pour induire le public en erreur qu'il en manifestait lorsque son gouvernement était au pouvoir. Je ne sache pas, par exemple, qu'il ait mis le public et les fonctionnaires provinciaux au courant des arrêtés ministériels des 11 et 19 juillet 1944, qui limitaient au 30 novembre les augmentations de salaires promises pour une année complète. Je ne sache pas non plus qu'il ait mis le public au courant du consentement qu'il a donné en compagnie de l'ancien premier ministre, à l'exécution de contrats de drainage, pour des montants qui dépassaient de plus d'un million de dollars les crédits votés à cette fin par la Législature. Je ne sache pas non plus qu'il ait mis le public au courant de la véritable situation financière de l'École d'Avionnerie de Montréal et de la Raffinerie de betteraves à sucre et de combien d'autres problèmes financiers. Toutefois, je me contenterai de relever devant les membres de la Chambre, les principales affirmations contenues dans la déclaration remise aux journaux par l'ancien trésorier, le 29 août 1944.

Dans ses propos du 16 décembre, l'ancien trésorier répétait à peu près les mêmes affirmations. On pouvait croire que cette déclaration, méditée pourtant pendant six semaines, visait le rapport Courtois. Non seulement elle ne renversait pas les avancés substantiels et les conclusions de ce rapport, mais elle oubliait même d'en parler. Le public lui a pardonné cette distraction, puisque celle-là n'avait aucune influence funeste sur l'avenir de notre province. Il me permettra toutefois de revenir sur ces déclarations pour les placer en face des faits que nous trouvons dans les documents officiels. (Cette déclaration est publiée en annexe.)

PREMIÈRE AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

1.—*Dans les quatre mois qui se terminaient le 31 juillet 1944, la province avait un surplus global de \$6,731,736.33.*

Voici la réponse:

L'ancien trésorier parle d'un surplus pour les quatre mois terminés le 31 juillet 1944, mais il a oublié de mentionner, ainsi que l'indique le rapport Courtois, que durant les cinq mois terminés le 31 août 1944, d'après les états financiers mensuels du trésor, les dépenses avaient augmenté de \$7,031,000 et les revenus diminués de \$248,000, manifestant une différence défavorable de \$7,279,000, comparativement à la période correspondante de l'année financière précédente. Il a également oublié de dire à la province, ainsi que nous le constatons d'après le rapport Courtois, que les six premiers mois d'opérations de l'année financière de 1944-45 se soldaient, l'an dernier, par un surplus global de \$13,975,000 et que les six derniers mois indiquaient un déficit global d'opérations de \$12,690,000.

L'Union Nationale a donc pris le pouvoir au moment où le gouvernement avait à faire face à un déficit d'opérations de près de \$13,000,000 pour terminer l'année financière.

DEUXIÈME AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

Au 8 août 1944, tous les comptes entre les mains des officiers du département du trésor étaient payés.

Voici la réponse:

L'état journalier préparé par les fonctionnaires du trésor indique qu'il y avait, au contraire le 8 août 1944, un montant de \$2,664,197.51 en mandats émis, non payés. Ces mandats en souffrance représentaient

pour le gouvernement ses comptes payables les plus immédiats, et laissaient de côté tous les autres comptes payables, soit les mandats sous audition, factures, etc., se chiffrant à plusieurs millions de piastres.

TROISIÈME AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

Au 26 août 1944, il y avait en banque une balance de \$1,456,959.31.

Voici la réponse:

Au lieu d'une balance en banque de \$1,456,959.31, au 26 août 1944, il y avait un soutiré de \$1,176,057.16. L'ancien trésorier n'a pas mentionné non plus que pour chacun des trois premiers jours du mois d'août 1944, c'est-à-dire durant la semaine précédant l'élection, le soutiré de banque a été de \$6,574,881.37, \$6,530,224.89 et de \$6,542,284.58, suivant le rapport officiel du département.

QUATRIÈME AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

Les bons du trésor au 29 août 1944 se totalisaient à la somme de \$31,650,000.

Voici la réponse:

Au 29 août 1944, le montant de bons du trésor, d'après le rapport officiel du département, était de \$35,250,000 et non de \$31,650,000, comme l'a affirmé l'ancien trésorier. On sait qu'un bon du trésor est un billet promissoire signé par le trésorier au nom du gouvernement.

Je puis difficilement comprendre pourquoi mon prédécesseur n'a pas basé ses déclarations sur les rapports de ses hauts fonctionnaires, rapports qui, à ma demande, m'ont été remis le 30 août, après l'assermentation du gouvernement de l'Union Nationale. Doit-on attribuer ces erreurs considérables à la négligence ou à l'oubli et à la distraction? De plus, n'est-il pas inconcevable que l'ancien trésorier, dans son rapport sur la situation financière, ait parlé des comptes à payer au 8 août, des espèces en banque au 26 août, des bons du Trésor au 29 août? Ce mélange de dates n'est-il pas suspect? Un honnête homme peut-il y recourir? Le plus modeste de nos marchands, quand il dresse le bilan de son passif, détaille ses item à la même date. L'ancien trésorier aurait pu consulter n'importe qui dans son entourage, et il aurait appris que les rubriques d'un bilan ne s'établissent pas à des dates différentes. D'ailleurs, le bilan est destiné à décrire la position financière d'un homme ou d'une entreprise à une date déterminée.

CINQUIÈME AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

Que les surplus globaux pour les années terminées le 31 mars 1942, 1943 et 1944 étaient de \$1,988,000., \$871,000 et \$1,285,000 respectivement.

Voici la réponse:

Le surplus ou le déficit global n'est en définitive qu'une partie de l'augmentation ou de la diminution de la dette totale de la province, laquelle comprend tous les item qui affectent le passif et non seulement ceux qui affectent le compte d'opérations. De plus, l'ancien trésorier ne mentionne que trois périodes de son administration. Pour les périodes de l'administration libérale intentionnellement oubliées par l'ancien trésorier, la dette a augmenté de près de \$54,000,000. (voir tableau No 6).

Cette dette totale a été augmentée des montants suivants:

Du 8 novembre 1939 au 30 juin 1940.....	\$ 30,246,000.
Pour les 9 mois terminés le 31 mars 1941.....	\$ 17,697,000.
Pour la période du 1er avril 1944 au 31 août 1944...	\$ 6,330,000.
	<hr/>
	\$ 54,273,000.

Si l'ancien trésorier a choisi les item de son passif à des dates différentes, il a choisi les périodes de surplus net pour laisser de côté les périodes de lourds déficits. Il n'a, d'ailleurs, jamais nié l'augmentation totale de la dette pour un montant de \$39,724,000. Il ne faudrait tout de même pas croire que les libéraux iront jusqu'à nier que leur parti a été au pouvoir du 8 novembre 1939 au 31 août 1944, soit près de cinq ans.

SIXIÈME AFFIRMATION DE L'ANCIEN TRÉSORIER:

Que les octrois à l'Assistance publique, au montant de \$9,444,000, étaient payables sur une période d'années.

Voici la réponse:

Les octrois de l'Assistance publique sont payables sur une certaine période d'années, mais, il est indéniable aussi que ces octrois augmentent la dette dans l'année où ils sont donnés. De plus, l'ancien trésorier a omis de dire que durant la période correspondante de l'année 1943-1944,

les octrois de même nature se totalisaient à \$1,548,880. En d'autres termes, ces octrois ont été multipliés par six à cause des élections.

Dans sa déclaration du 29 août, l'ancien trésorier citait comme preuve du bon crédit de la province et comme l'un des résultats de son administration financière, la cotation de différentes obligations de la province. J'ai examiné les cotations de ces obligations à différentes périodes et je constate qu'elles sont restées stationnaires, au moins durant les derniers mois de l'administration libérale. Cependant, j'ai constaté que depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union Nationale, la valeur de ces obligations s'est augmentée d'une façon constante. Au 3 avril 1945, quelques-unes de ces obligations avaient même augmenté de plus de deux points sur le marché.

Voici les chiffres au 3 avril, comparés sur une même base, avec ceux du 8 août, fournis par l'ancien trésorier :

		8 août 1944	3 avril 1945
3%	1er novembre 1947	101.25	102.
3%	1er novembre 1951	100.25	101.25
3%	15 juin 1955	99.25	99.625
3½%	1er février 1960	102.75	103.50
4½%	1er août 1958	109.50	112.
4½%	2 janvier 1963	114.50	117.

Si je reprends son argument, je puis affirmer, sans crainte de la contradiction, que depuis le 8 août dernier, le crédit de la province s'est amélioré d'une façon très sensible, malgré les nombreuses critiques de l'ancien trésorier, critiques qui ne pouvaient être inspirées que par le désir évident de nuire au crédit de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC

ÉTAT PROVISOIRE DES REVENUS

pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1945

11 mois terminés — 1 mois en cours — 12 mois

REVENUS ORDINAIRES:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	7,841,000.00	
Taxe sur la gazoline.....	11,800,000.00	
Droits sur les successions.....	5,493,000.00	
Taxes sur les corporations.....	15,635,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	335,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	338,000.00	
Impôt sur le revenu.....	2,463,000.00	
Taxe de vente.....	12,904,000.00	
Taxe sur le tabac.....	4,500,000.00	
Autres taxes.....	44,000.00	
	<hr/>	
	61,353,000.00	
Trésor, Bureau des Assurances.....	134,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	3,500,000.00	
Secrétariat de la province.....	105,000.00	
Travaux Publics.....	39,000.00	
Travail.....	100,000.00	
Chasse.....	35,000.00	
Procureur général.....	69,000.00	65,335,000.00
	<hr/>	

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements de fonds d'amortissement.....	1,600,000.00	
Divers comptes.....	430,000.00	2,030,000.00
	<hr/>	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	13,500,000.00	
Moins: Subvention à l'Assistance publique.....	1,000,000.00	12,500,000.00
	<hr/>	
Richesses naturelles:		
Terres et forêts.....	8,478,000.00	
Mines.....	1,990,000.00	
Chasse.....	470,000.00	
Pêcheries.....	64,000.00	
Colonisation.....	95,000.00	11,097,000.00
	<hr/>	
Honoraires, divers départements.....		917,000.00
Amendes, etc., divers départements.....		169,000.00
Contributions des fonctionnaires: Loi des pensions.....		1,066,000.00
Divers, différents départements.....		499,000.00
		<hr/>
		\$ 96,352,000.00
		<hr/>

PROVINCE DE QUÉBEC

**ÉTAT PROVISOIRE DES DÉPENSES ORDINAIRES ET EN
IMMOBILISATIONS**

pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1945

11 mois terminés — 1 mois en cours — 12 mois

Départements	Total	DÉPENSES	
		Ordinaires	En immobili- sations
Affaires municipales.....	128,000.00	128,000.00	—
Agriculture.....	8,538,000.00	8,531,000.00	7,000.00
Bureau de reconstruction économique....	64,000.00	64,000.00	—
Chasse.....	609,000.00	609,000.00	—
Colonisation.....	4,371,000.00	4,371,000.00	—
Conseil exécutif.....	1,557,000.00	1,557,000.00	—
Industrie et commerce.....	473,000.00	473,000.00	—
Instruction publique.....	9,910,000.00	9,910,000.00	—
Législation.....	1,273,000.00	1,273,000.00	—
Mines.....	654,000.00	654,000.00	—
Pêcheries.....	777,000.00	570,000.00	207,000.00
Procureur général.....	4,792,000.00	4,792,000.00	—
Santé et Bien-être social.....	8,642,000.00	8,574,000.00	68,000.00
Secrétariat de la province.....	5,349,000.00	5,031,000.00	318,000.00
Terres et forêts.....	3,515,000.00	3,288,000.00	227,000.00
Travail.....	8,709,000.00	8,709,000.00	—
Travaux publics.....	4,451,000.00	3,851,000.00	600,000.00
Trésor.....	4,389,000.00	4,389,000.00	—
Voirie.....	18,738,000.00	8,738,000.00	10,000,000.00
	<u>\$ 86,939,000.00</u>	<u>\$ 75,512,000.00</u>	<u>\$ 11,427,000.00</u>
Service de la dette publique.....	<u>17,650,000.00</u>	<u>17,650,000.00</u>	

SOMMAIRE

Revenus.....		\$ 96,352,000.00
Dépenses:		
Ordinaires.....	75,512,000.00	
Service de la dette publique.....	17,650,000.00	
	<u>93,162,000.00</u>	
Compte "Immobilisations".....	11,427,000.00	104,589,000.00
Déficit global.....		<u>\$ 8,237,000.00</u>

3°. — Considérations sur le budget 1944-45

Le dernier budget du gouvernement libéral laissait prévoir un surplus global de \$276,000 pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945, alors que le déficit global probable basé sur onze mois terminés et un mois en cours s'établit à \$8,237,000. Vous trouverez plus haut le tableau No 1 qui est un état provisoire des revenus pour l'année financière qui s'est terminé le 31 mars 1945 et le tableau No 2 qui est un état provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations pour la même période.

Le tableau suivant nous permettra de mettre en regard les prévisions de l'ancien trésorier et le résultat probable pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945:

	PRÉVISIONS Adm. libérale	RÉSULTATS PROBABLES (11 mois term. 1 mois en cours)
Dépenses	\$ 92,283,181.	\$ 104,589,000.
Revenus	92,559,129.	96,352,000.
Surplus ou Déficit global	\$ 275,948.	\$ 8,237,000.

Ainsi l'ancienne administration a-t-elle dépensé près de \$105,000,000, et encore ces chiffres ne comprennent pas le montant de \$1,000,000 avancé à la Raffinerie de sucre de St-Hilaire, ni aucun montant additionnel pour le pont Plessis-Belair ou pour tout autre engagement pris par l'ancien gouvernement qui affectent l'année 1944-45 et non encore rapportés au Trésor.

Au mois d'août, monsieur Courtois, après une étude des dépenses et des revenus, prévoyait, d'après les chiffres qui lui étaient alors soumis par les fonctionnaires des divers départements et basés sur cinq mois terminés et sept à venir, pour la dernière année financière, un déficit de \$9,563,000, au lieu d'un surplus de \$276,000.

Au 30 août 1944, les revenus étaient de \$248,000 moindres que pour la période correspondante de l'année précédente. C'est alors que le gouvernement a donné une attention toute particulière à la perception de ses revenus, en éliminant certains abus. Cette politique a permis à la province de réduire le déficit considérable que l'ancienne administration nous léguait pour la dernière année de son administration, laquelle, ne l'oublions pas, était une année d'élections.

Comment pouvons-nous expliquer la différence entre les prévisions de l'ancien trésorier et le résultat de l'année courante ? Deux raisons nous fournissent la clef du problème :

1.—Le budget de 1944-45 a été intentionnellement comprimé par l'ancien trésorier, afin de présenter un surplus fictif à la veille des élections ;

2.—Le gouvernement a profité de la période électorale pour effectuer des dépenses exagérées dans le but de conserver le pouvoir à tout prix.

Quelques comparaisons entre les dépenses de 1943-44, les prévisions de 1944-45 et les résultats de 1944-45 prouveront d'une façon claire et précise ces deux avancés.

	DÉPENSES 1943-44	PRÉVISIONS 1944-45	DÉPENSES PROBABLES 1944-45 11 mois term. 1 mois en cours
AGRICULTURE :			
Subvention municipale et exécution dans les travaux de drainage (item 6)	250,002.	301,000.	641,000.
Octrois et primes (it. 7)	1,496,835.	1,154,500.	1,345,000.
Primes sur le fromage (item 13)	719,080.	700,000.	1,030,000.
COLONISATION :			
Aide à l'établissement et au maintien des colons (item 6)	2,007,102.	1,615,000.	1,750,000.
INSTRUCTION PUBLIQUE :			
Fonds de pension des instituteurs. (stat.) . .	608,713.	300,000.	600,000.
PROCUREUR GÉNÉRAL :			
Fonds d'honoraires des officiers de justice. (stat.)	463,857.	100,000.	506,000.

	DÉPENSES 1943-44	PRÉVISIONS 1944-45	DÉPENSES PROBABLES 1944-45 11 mois term. 1 mois en cours
SANTÉ:			
Asiles d'aliénés (item 10)	1,410,389.	1,342,250.	2,142,250.
Fonds d'assistance publique, (item 13).....	2,827,857.	2,520,300.	4,300,100.
SECRÉTARIAT:			
Dépenses de capital, (item 16)			
Aide à la jeunesse: École d'Avionnerie de Mont-réal	326,335.	155,000.	307,000. (a)
TRAVAIL:			
Pension de vieillesse. (item 7)	3,181,791.	3,567,500.	3,798,000.
Assistance aux mères nécessiteuses (stat.)...	3,381,744.	3,391,000.	3,900,000.
TRÉSOR:			
Allocation de vie chère .	1,381,894.	1,665,000.	1,665,000.
Prévisions pour rajustement des traitements. (item 4)		685,000.	1,015,000.
VOIRIE:			
Dépenses de capital			
La Loi de la voirie . .	7,958,330.	6,500,000.	10,000,000.

(a) Sans compter \$125,000 payé par le fonds éducatif.

1.—Ces quelques exemples établissent trop bien que nombre d'item du budget ont été intentionnellement camouflés par l'ancien trésorier; on y voit une bonne variété d'item statutaires et d'item budgétaires. Je veux attirer particulièrement l'attention sur deux item: le fonds de pension des instituteurs, le fonds d'honoraires des officiers de justice. Ces deux item sont statutaires; ils ne limitent pas le chiffre de la dépense; il n'est donc pas nécessaire si l'on veut de les inscrire au budget. Sur ces deux item, les dépenses de l'année précédente avaient été de

\$608,713 et \$463,857 respectivement et pourtant l'ancien trésorier n'a inscrit au budget que \$300,000 dans le premier cas et \$100,000 dans le deuxième. Comme il fallait le prévoir, les résultats indiquent que les dépenses pour 1944-45 seront de \$600,000 et de \$506,000 respectivement, soit approximativement les mêmes que l'année précédente. Nous avons ici un exemple patent d'une méthode défectueuse de présenter un budget, pratiqué par mon prédécesseur: méthode qui ne pouvait être inspirée que par le désir d'annoncer un surplus fictif, à la veille des élections.

Dans le tableau précédent, nous rencontrons une série de dépenses qui ont été consenties au cours de la période électorale et qui dépassent dans une large mesure les prévisions inscrites au budget. Ces dépenses étaient pourtant facilement prévisibles, car le parti libéral savait qu'il ne pouvait plus constitutionnellement retarder l'appel au peuple. Il savait à ce moment que des travaux seraient entrepris durant la campagne électorale et il aurait dû au moins inscrire tous ces travaux dans le budget. Il faut souligner par exemple que l'ancienne administration a dépensé plus de \$10,000,000 pour la voirie au cours de la dernière année financière, alors qu'elle n'avait inscrit au budget qu'une somme de \$6,500,000 et que l'année précédente la dépense avait été de près de \$8,000,000. Au surplus, il a pris des engagements sur l'an prochain au montant de \$2,500,000. En d'autres termes, l'année prochaine, le ministre de la voirie devra consacrer la moitié de son budget pour dépenses de capital, afin de faire face aux engagements pris par l'ancien gouvernement. N'est-il pas dès lors opportun de dire que l'ancien trésorier est expert dans la danse des millions? Il est très éloquent pour imputer erronément à ses adversaires les méthodes qu'il a si largement pratiquées.

Voulez-vous, M. l'Orateur, un exemple plus frappant des extravagances de l'ancien gouvernement?

L'été dernier, les élections ont été annoncées le 29 juin et le peuple est allé aux urnes le 8 août. Cependant, le 15 juin, dans une lettre adressée à monsieur Adrien Morin, sous-ministre adjoint de l'Agriculture, le premier ministre lui-même autorisait des dépenses qui dépassaient de plus de \$1,000,000 les montants votés dans le budget du 31 mars, pour les travaux de drainage. Et le 15 juin, arrivait un mois et demi après la présentation du budget, quinze jours à peine après la sanction par la Législature. Dans cette lettre, le premier ministre du temps autorisait vingt-deux contrats de drainage. Le début de la campagne électorale coïncida avec la danse des cadeaux aux entrepreneurs favoris du pouvoir. En effet, avant le 8 août, date des élections, l'ancien gouvernement eut le temps de donner quatorze des contrats autorisés par le premier ministre. Ces quatorze contrats ont été donnés entre le 28 juin, la veille de l'annonce des élections, et le 1 août, sept jours avant l'appel au peuple. En voici la liste:

Comté	Nom du cours d'eau	Total de la soumission	Date
Arthabaska	Rivière du Portage	\$ 37,300.56	19 juil. 1944
Huntingdon	Beaver Creed	36,075.70	19 juil. 1944
Châteauguay	Norton Creek	300,000.00	19 juil. 1944
Témiscamingue	Ruisseau Dumais	83,700.00	28 juin 1944
Rouville & St-Hyacinthe	Rivière des Hurons	64,750.00	28 juin 1944
Soulanges & Vaudreuil	Rivière Noire	54,282.15	1er août 1944
Lotbinière	Rivière Huron	71,768.00	28 juin 1944
L'Assomption Berthier & Joliette	Ruisseau du Point du Jour	125,800.00	19 juil. 1944
Kamouraska & Riv. du Loup	Grande Riv. du Loup	153,615.00	28 juin 1944
Drummond	Rivière Noire	325,500.00	19 juil. 1944
Drummond & Nicolet	c.d. Brunelle	16,800.00	28 juin 1944
Berthier	La Traversée & Baie Belair	41,408.50	28 juin 1944
Bellechasse	Bras St-Michel	125,683.65	28 juin 1944
Mégantic	Rivière Noire	62,174.25	28 juin 1944

Le total de ces contrats se chiffrait à un montant de \$1,498,857.81, alors que le budget ne prévoyait pour ces travaux qu'une dépense de \$301,000. L'ancien trésorier ne pourra jamais prétendre qu'il ignorait la lettre de monsieur Godbout au sous-ministre de l'Agriculture. Le texte de cette lettre indique clairement qu'il y avait eu entente concertée entre lui et le premier ministre; et afin d'éclairer les membres de cette Chambre, je me fais un plaisir de donner lecture de la lettre significative de l'ancien premier ministre:

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Province de Québec

Québec, le 15 juin 1944

Monsieur Adrien Morin,
Sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

Cher monsieur Morin,

Il a été convenu au cours d'une entrevue que j'ai eue la semaine dernière avec l'honorable M. Mathewson, Trésorier provincial, et M. Clerk, président de l'Office du Drainage, que vous pourrez compléter les procédures et demander des soumissions pour les projets de drainage énumérés plus bas, afin de les faire exécuter à l'entreprise. Des fonds additionnels seront accordés au ministère de l'Agriculture pour ces travaux:

Rivière des Hurons	Comté de St-Hyacinthe
Rivière Mawcook	" Shefford
Beaver Creek	" Huntingdon
Ruisseau Dumais	" Témiscamingue
Cours d'eau du Père Chiquette	" Roberval
Rivière du Portage	" Arthabaska
Réseau de St-Barthélémy	" Berthier
Rivière Noire	" Mégantic
Grande et Petite Riv. du Loup	" Riv. du Loup
Bras St-Michel	" Bellechasse
Cours d'eau Brunelle	" Drummond
Rivière du Bic	" Rimouski
Ruisseaux Parizeau et de la Pinière	" Laval
Rivière Huron	" Lotbinière
Cours d'eau Bois Franc-Pierriche	" Lotbinière
Rivière Blanche	" Matapédia
Rivière Rouge et Ruisseau	" Deux-Montagnes
St-Pierre	" Argenteuil
Rivière Fouquette	" Kamouraska
Ruisseau Point du Jour	" L'Assomption et Berthier
Rivière Scibouette	" Bagot
Rivière Lamorandière	" Abitibi
Rivière Noire et Blanche	" Soulanges

Votre tout dévoué,

(Signé) ADÉLARD GODBOUT
Adélar Godbout

Ggl.

Cette lettre nous permet d'arriver à la conclusion suivante: sous sa simple signature, avec la complicité de l'ancien trésorier, le Premier ministre du temps a lui-même contribué à dépasser le budget sous un seul item pour un montant de \$1,197,857.81. Et ce sont ces gens qui au lendemain des élections se plaignaient un peu partout que le nouveau gouvernement avait arrêté à tort les travaux publics à travers la province. Certains de ces travaux devaient être arrêtés parce que le gouvernement n'avait pas les fonds suffisants pour les payer et parce qu'ils avaient été consentis d'une manière illégale. L'ancien Trésorier avait appliqué singulièrement ce qu'il appelait le contrôle du budget par l'Assemblée législative. Pourtant, au moment où il ordonnait l'exécution de ces contrats, en dépit des insuffisances budgétaires, le Premier ministre aurait dû être sur ses gardes parce que comme membre de la régie de l'Assemblée législative, il recevait, le 29 juin de l'Auditeur de la province, c'est-à-dire moins de deux mois après la présentation du budget, une note pour l'avertir que les crédits de l'Assemblée législative étaient déjà dépassés pour un montant de \$13,000. La tradition parlementaire la plus saine veut qu'un gouvernement présente aux députés les prévisions budgétaires pour toute une année et non pas seulement pour une couple de mois, comme le cas s'est présenté sous l'ancien gouvernement. Et nous avons là une explication saisissante qui démontre la nécessité d'un budget supplémentaire aussi bien qu'une preuve que ce budget supplémentaire que nous avons dû soumettre à la Chambre au cours de la présente session était destiné à payer dans une très large mesure les engagements de l'administration libérale.

La construction de l'École d'Avionnerie de Montréal, où il y a 22 professeurs et 67 élèves, nous apporte une preuve évidente de mauvaise administration. L'école a été construite au moment où le gouvernement fédéral fermait les portes de ses centres d'entraînement aérien, parce que le nombre des experts en matière d'aviation dépassait considérablement les besoins de la guerre actuelle. De plus, le ministère des munitions et approvisionnements avait refusé au gouvernement provincial les permis nécessaires. Le gouvernement fédéral jugeait ainsi que cette école n'était pas de nécessité absolue et cependant l'ancien Premier ministre n'en persista pas moins à faire lui-même des démarches pour persuader le gouvernement fédéral de changer sa décision.

Les dépenses pour cette école ont été commencées durant l'année 1943-44. Pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945, il n'avait été prévu au budget qu'une somme de \$155,000. Or, le montant actuellement dépensé pour cette année 1944-45 est de \$432,000., dont \$125,000 payable par le fonds éducatif. Le coût total de cette école sera de \$791,111.28.

Le gouvernement actuel a fait faire enquête en marge de cette construction et les enquêteurs en sont arrivés à la conclusion qu'un

montant de \$48,525.70 devait être remboursé par les entrepreneurs et sous-entrepreneurs. A l'heure actuelle, un montant de \$25,454.53 a été encaissé comme remboursement. Le solde, soit \$23,070.17 a fait l'objet d'une réduction consentie par les intéressés, lors du paiement de leurs factures. Afin de solder ces dépenses qui avaient été faites sans autorisation, par le gouvernement précédent, l'Union Nationale a été forcée d'émettre un mandat au montant de \$268,870. Nous soutenons que l'ancienne administration est seule responsable d'une telle dépense.

Ces faits choisis au hasard parmi un grand nombre d'autres expliquent facilement le déficit de \$8,237,000 pour la dernière année financière.

Nous croyons maintenant devoir attirer l'attention des membres de la Chambre sur deux problèmes qui peuvent encore augmenter d'une façon considérable non seulement le déficit probable pour l'année 1944-45, mais aussi celui de l'année précédente terminée le 31 mars 1944. Il s'agit du cas de la Raffinerie de sucre de St-Hilaire et de celui du pont Plessis-Belair.

Le gouvernement de la province au 31 mars 1943 avait dépensé pour la Raffinerie un montant de \$909,061.45 qu'il avait porté à ses dépenses de capital et aussi un montant de \$165,717.32 qu'il avait porté à ses dépenses ordinaires. Comme ces dépenses ont été insuffisantes, une loi a été votée, afin de permettre au gouvernement de donner des garanties ou de faire des avances à la Raffinerie, afin de ne pas charger ces dépenses dans ses opérations.

Or, pour l'année terminée le 31 mars 1944, un montant de \$1,000,000 a été dépensé pour la Raffinerie et ce montant a été inscrit comme avance recouvrable. Un autre montant de \$1,000,000 a été avancé pour l'année 1944-45 et ce montant a encore été inscrit comme avance recouvrable. Or en réalité, ces avances ne sont que la continuation des dépenses de capital faites avant le 31 mars 1943 et elles devraient être traitées comme dépenses et non comme avances recouvrables. En réalité d'ailleurs, aucun homme sérieux ne peut prétendre que le gouvernement pourra un jour se rembourser totalement des sommes dépensées à cet endroit. De plus, il est à noter que la propriété de l'établissement de St-Hilaire n'est pas au nom de la corporation de la Raffinerie, mais bien au nom du gouvernement. En d'autres termes, la somme de \$2,000,000 doit être considérée comme une dépense de capital du gouvernement et ainsi, le surplus annoncé par l'ancien trésorier le 31 mars 1944 devrait être diminué de \$1,000,000 et pour la dernière année financière 1944-45, le même raisonnement devrait s'appliquer, ce qui porterait à plus de \$9,200,000 le déficit de l'année 1944-45. La dette nette de la province devrait être ainsi augmentée de \$2,000,000.

L'ancien gouvernement a exproprié le pont Plessis-Belair qui menaçait ruine. Les propriétaires de ce pont en ont appelé de la décision de la Régie des Services Publics il y a quelques mois, et ils réclament

maintenant un montant de plus de \$2,000,000; au lieu de la somme de \$109,000 qui leur a été accordée par le gouvernement. Si cette indemnité est accordée, en tout ou en partie, par les tribunaux, les dépenses de capital en seront augmentées d'autant, de même que le déficit et la dette de la province.

II

LA DETTE DE LA PROVINCE SOUS L'UNION NATIONALE

Avant d'analyser le budget que j'ai l'honneur de soumettre à votre attention, vous me permettrez de traiter une question qui préoccupe d'une façon particulière les membres du parti libéral, soit l'augmentation de la dette de la province au temps de la première administration de l'Union Nationale. C'est notre intention d'exposer aux contribuables toute la vérité. La vérité d'ailleurs, jamais n'a fait peur aux hommes courageux. J'ai fait préparer des tableaux qui établissent une comparaison entre l'augmentation de la dette sous le premier gouvernement de l'Union Nationale et sous la dernière administration libérale. Ces tableaux indiquent que l'Union Nationale a augmenté la dette de \$165,703,000 et que l'augmentation de la dette sous l'administration libérale a été de \$39,724,000. Cette augmentation ramenée à une durée égale à l'Union Nationale soit 40 mois et un quart, serait de \$27,686,000.

Trois faits principaux ressortent de ces tableaux. En tout premier lieu, et nous prenons comme point de comparaison une durée de temps de 40 mois et un quart, l'administration libérale a reçu en taxes \$110,000,000 de plus que l'Union Nationale. Elle a dépensé \$60,000,000 de moins pour le chômage à cause de la guerre, et ses avances au prêt agricole ont été de 23 millions de moins que sous l'Union Nationale. Ces trois montants qui se totalisent à \$193,000,000 indiquent qu'avec les mêmes revenus que l'Union Nationale, les mêmes dépenses de chômage et les mêmes avances au prêt agricole, l'administration libérale n'aurait pas augmenté la dette de \$27,686,000, mais de \$220,686,000. Ces faits sont indéniables, parce que les chiffres sur lesquels ils sont basés proviennent des documents publics. L'administration libérale n'aurait donc pas augmenté la dette de \$165,703,000 dans les mêmes conditions que l'Union Nationale, mais de \$220,686,000. soit de \$54,983,000 de plus.

En second lieu, examinons ce qu'a coûté à la province cette augmentation de dette de l'Union Nationale.

Les Comptes publics de 1936, à la page 51, indiquent que pour l'année terminée le 30 juin 1936, la dette publique y compris l'intérêt,

les fonds d'amortissement et les dépenses qui s'y rattachent, a coûté \$9,517,358,59. Les mêmes item, ainsi que l'indiquent les Comptes publics de 1940, à la page 65, ont coûté, pour l'année terminée le 30 juin 1940, \$14,216,263.71. Ainsi donc, cette augmentation de dette de l'Union Nationale n'a affecté le budget annuel que pour environ \$4,500,000.

Si nous continuons la même comparaison, le budget pour l'année 1945-46 indique que la dette publique devrait coûter cette année, la somme de \$17,449,000 et encore cette charge est-elle sensiblement diminuée par les mesures financières déjà prises par l'Union Nationale.

Ce montant de \$17,449,000 représente donc une augmentation de \$3,233,000 sur ce que coûtait la dette au 30 juin 1940. En résumé, bien que l'Union Nationale n'ait reçu que \$180,122,000 de revenus comparativement à \$416,305,000 par l'administration libérale, cette dernière a augmenté les charges de la dette publique de \$3,233,000 par année comparativement à environ \$4,500,000 par année pour l'Union Nationale.

Il y a donc là une preuve bien évidente que l'administration libérale a augmenté la dette d'une façon considérable, tout en retirant des contribuables un million de plus en taxes, chaque semaine.

Le premier gouvernement de l'Union Nationale avait cru de son devoir dès 1936 de prendre tous les moyens possibles pour combattre la crise du chômage qui sévissait alors dans tout le monde. C'était sous son administration la guerre contre le chômage. Le gouvernement de l'Union Nationale également a cru de son devoir d'entrer dans la voie des lois sociales en payant les pensions de vieillesse, des allocations aux mères nécessiteuses, des pensions aux aveugles et en venant au secours des cultivateurs par l'entremise du crédit agricole. Il n'a pas attendu les rapports Beveridge et Marsh pour inscrire dans nos lois d'excellentes mesures de sécurité sociale que nos adversaires avaient refusées pendant plusieurs années au peuple de notre province. Dans ce domaine, Québec a fait œuvre de précurseur, grâce à la vision et au patriotisme éclairé du chef de l'Union Nationale. Ces mesures de sécurité sociale, le gouvernement de l'Union Nationale a la gloire de les avoir données à la province.

Quand il parle de dette, l'ancien trésorier pourrait avoir au moins l'honnêteté d'admettre que sous la première administration de l'Union nationale, aucune taxe nouvelle n'a été imposée. Dans une période où le revenu national était extrêmement bas, alors que le chômage sévissait à l'état de crise, nous avons cru qu'il aurait été inhumain d'imposer de nouvelles taxes. L'argent dont nous avons besoin, nous devions alors l'obtenir par voie d'emprunts. Nous avons emprunté et nous n'avons pas honte de cette politique, sage et prudente. Nous nous sommes abstenus de la politique que nos adversaires ont pratiquée de

1939 à 1944, à savoir, d'emprunter et de taxer lourdement à la fois. L'Union nationale a emprunté pour remédier au chômage; le parti libéral a emprunté et taxé pour mieux dépenser.

Quand l'Union nationale a laissé le pouvoir, en novembre 1939, ainsi que l'indique la publication officielle du bureau de la statistique à Ottawa, la dette per capita de la province de Québec était la plus basse de toutes les provinces, sauf celle de l'Île-du-Prince-Édouard. Cette constatation, vous la trouverez également dans le rapport Rowell-Sirois et dans toutes les revues financières sérieuses. Nos adversaires croient aujourd'hui faire oublier les dettes qu'ils nous ont laissées en 1944, en tentant de faire dévier le débat. Ils ne doivent pas oublier, ainsi que je l'ai prouvé, qu'ils ont eux-mêmes emprunté par obligations, un montant de \$212,930,000., et qu'en plus la dette flottante de la province qui était d'environ 21 millions de dollars au 30 juin 1940, devait dépasser 75 millions de dollars au 31 mars 1945, au cours de la dernière année de leur administration.

S'il veut parler d'augmentation de dette, que le parti libéral regarde donc l'œuvre de ses maîtres d'Ottawa. L'annuaire du Canada de 1943-44, publication officielle du bureau de la statistique fédérale, indique que pour les cinq années terminées le 31 mars 1944, le gouvernement fédéral a reçu en taxes la somme de \$7,937,312,000., soit près de 8 milliards. Durant cette même période, la dette brute du Dominion, qui était de \$3,710,611,000. au 31 mars 1939, est passée à \$12,359,123,000, au 31 mars 1944. Il y a donc une augmentation pour les cinq années terminées le 31 mars 1944, de \$8,648,512,000.

Si l'on additionne les revenus de \$7,937,312,000. et l'augmentation de la dette brute de \$8,648,512,000., nous arrivons à la jolie somme de \$16,585,824,000. qui aurait été dépensée en cinq années. Depuis cette date, soit depuis un an, la dette a continué d'augmenter et les impôts fédéraux sont de plus en plus lourds, de sorte que l'on peut dire, sans crainte de se tromper, que durant les six dernières années, le fédéral aura dépensé plus de \$20,000,000,000, soit vingt mille millions.

Si les membres de l'opposition libérale veulent parler d'augmentation de dette, je leur conseille modestement de ne pas oublier de parler de leur propre dette; ils pourraient alors dire qu'en imposant des taxes nouvelles, ils ont réussi à affecter la dette publique d'un montant à peu près égal à celui de l'Union Nationale; ils pourraient aussi parler des dettes énormes que le gouvernement fédéral posent sur nos épaules. Je sais qu'ils risqueraient de perdre l'appui moral et financier des centralisateurs d'Ottawa, qui désirent le retour au pouvoir à Québec de ceux qui secondent si bien leurs desseins. Mais ce serait pour eux, au moins, une excellente occasion d'abandonner leur attitude de complicité bienveillante. Si l'ancien premier ministre voulait relever la tête, et regarder plus haut que les chaussures de ses protecteurs d'Ottawa, regarder l'avenir de notre pays, il se lèverait dans cette Chambre pour protester

non seulement contre l'augmentation formidable de la dette du gouvernement fédéral au cours de ces cinq dernières années, mais surtout contre l'empiètement du pouvoir central sur le pouvoir de taxation réservé exclusivement aux provinces par la constitution du pays.

Bref, l'administration de l'Union Nationale de 1936 à 1939 était justifiée d'agir comme elle l'a fait pour faire la guerre au chômage et pour adopter les mesures de sécurité sociale qui ont été pour le peuple un secours inestimable dans la crise qui sévissait dans le monde, et donné au Canada tout entier la preuve incontestable que Québec sait marcher de l'avant dans le domaine des réformes urgentes et nécessaires.

III

LE BUDGET 1945-1946

Le budget qui est actuellement soumis à votre attention possède trois caractères très marqués. C'est un budget d'économie, de transition et de restauration.

J'ai l'honneur de vous soumettre, M. l'Orateur, deux tableaux (numéros 3 et 4) qui nous donnent les prévisions des dépenses et des revenus pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1946. Ces états indiquent les chiffres suivants:

Revenus ordinaires		\$ 100,523,000.
Dépenses ordinaires	92,440,405.	
Dépenses en immobilisations	7,414,400.	99,845,805.
		<hr/>
Surplus global		\$ 668,195.

Ces chiffres indiquent que le gouvernement prévoit pour la première année de son administration un surplus de \$668,195.00, après avoir fait face aux dépenses ordinaires aussi bien qu'en immobilisations. Sous le gouvernement de l'Union Nationale, de 1936 à 1939, la province n'a jamais dépensé, en outre des fonds consacrés au chômage, plus que la somme de \$81,003,000. en une seule année. Comme nous l'avons déjà démontré, l'administration libérale durant son année d'élection aura dépensé, sans être obligé de lutter contre le chômage, la somme de \$104,589,000.

Pour la seule année terminée le 30 juin 1939, la province de Québec a dépensé en secours directs la somme de \$4,930,000. et en travaux remédiateurs au chômage la somme de \$24,175,000., soit en tout une somme de \$29,105,000. L'administration libérale aurait donc dépensé pour l'année terminée le 31 mars 1945, si elle avait eu à faire face à ces mêmes dépenses de chômage, une somme de \$133,694,000.

PROVINCE DE QUÉBEC

REVENUS PROBABLES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1945-46

REVENUS ORDINAIRES:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	7,750,000.00	
Taxe sur la gazoline.....	11,800,000.00	
Droits sur les successions.....	7,000,000.00	
Taxes sur les corporations.....	15,600,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	400,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	330,000.00	
Impôt sur le revenu.....	2,469,000.00	
Loi pour aider à l'éducation et taxe de vente temporaire	12,000,000.00	
Taxe sur le tabac.....	5,150,000.00	
Autres taxes.....	33,000.00	
	<hr/>	
	62,532,000.00	
Trésor, Bureau des Assurances.....	125,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	6,000,000.00	
Secrétariat de la province.....	110,000.00	
Travaux publics.....	38,000.00	
Travail.....	113,000.00	
Chasse.....	30,000.00	
Procureur général.....	60,000.00	69,008,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements de fonds d'amortissement.....	1,800,000.00	
Divers comptes.....	336,000.00	2,136,000.00
	<hr/>	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	13,000,000.00	
Moins: Subvention à l'Assistance publique.....	1,000,000.00	12,000,000.00
	<hr/>	
Richesses naturelles:		
Terres et forêts.....	9,589,000.00	
Mines.....	1,790,000.00	
Chasse.....	512,000.00	
Pêcheries.....	100,000.00	
Colonisation.....	101,000.00	12,092,000.00
	<hr/>	
Honoraires, divers départements.....		997,000.00
Amendes, etc., divers départements.....		187,000.00
Contributions des fonctionnaires: Loi des pensions.....		850,000.00
Divers, différents départements.....		514,000.00
		<hr/>
		\$ 100,523,000.00

PROVINCE DE QUÉBEC
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES - ORDINAIRES ET EN
IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice financier 1945-46

Départements	Total	DEPENSES	
		Ordinaires	En immobili- sations
Affaires municipales	193,600.00	193,600.00	—
Agriculture	7,353,000.00	7,347,000.00	6,000.00
Bureau de reconstruction économique....	10,000.00	10,000.00	—
Chasse	675,100.00	625,100.00	50,000.00
Colonisation	4,833,500.00	4,833,500.00	—
Conseil Exécutif	1,645,000.00	1,645,000.00	—
Industrie et Commerce	750,500.00	750,500.00	—
Instruction publique	9,377,670.00	9,377,670.00	—
Législation	734,500.00	734,500.00	—
Mines	1,294,500.00	694,500.00	600,000.00
Pêcheries	695,000.00	555,000.00	140,000.00
Procureur général	4,345,500.00	4,345,500.00	—
Santé et Bien-Etre Social	9,091,250.00	9,016,250.00	75,000.00
Secrétariat de la Province	4,557,415.00	4,546,415.00	11,000.00
Terres et Forêts	3,343,000.00	3,158,000.00	185,000.00
Travail	8,748,500.00	8,748,500.00	—
Travaux publics	6,165,000.00	4,817,600.00	1,347,400.00
Trésor	3,588,770.00	3,588,770.00	—
Voirie	15,004,000.00	10,004,000.00	5,000,000.00
	<u>\$ 82,405,805.00</u>	<u>\$ 74,991,405.00</u>	<u>\$ 7,414,400.00</u>
Service de la dette publique	<u>17,449,000.00</u>	<u>17,449,000.00</u>	

SOMMAIRE

Revenus	\$ 100,523,000.00
Dépenses:	
Ordinaires	74,991,405.00
Service de la dette publique	17,449,000.00
	<u>92,440,405.00</u>
Compte "Immobilisations"	7,414,400.00
	<u>99,854,805.00</u>
Surplus global	\$ 668,195.00

Pour l'année terminée le 30 juin 1939, sous l'Union Nationale, les avances nettes à l'Office du Crédit agricole s'étaient élevées à \$12,025,000. Au contraire, pour l'année terminée le 31 mars 1945, le gouvernement a reçu de l'Office en remboursement près d'un million de plus que le montant de ses nouvelles avances. Il y a donc entre les deux périodes, une différence de \$13,025,000. Il s'ensuit que si l'on ajoute ce dernier montant à la somme de \$133,694,000., l'administration libérale aurait dépensé avec les mêmes nécessités du chômage et les mêmes avances au Prêt agricole, que durant l'année financière 1938-1939, la somme de \$146,719,000.

Il est donc clair que le budget de \$99,854,805. qui vous est soumis pour l'année 1945-46, est un budget d'économie. Il ne faut pas oublier, non plus, que ces prévisions comprennent des engagements pris par l'ancien gouvernement, et qu'il n'avait nullement prévus dans son budget de 1944-1945. L'ancien trésorier n'avait pas seulement camouflé son dernier budget, mais il avait en plus omis délibérément, je le répète, d'y inscrire des crédits pour la mise en vigueur des lois adoptées par son propre gouvernement.

Un examen attentif du budget nous permet de constater que la présence d'item nouveaux, pour un montant de \$3,429,000. Ces item y sont inscrits pour permettre au gouvernement actuel de faire face aux obligations contractées par l'ancien gouvernement. Voici le tableau de ces nouveaux item, sans mentionner ceux que prévoit la loi d'expropriation de la Montreal Light Heat and Power:

AGRICULTURE:	Raffinerie de sucre	\$ 271,000.
INST. PUBLIQUE:	Rétributions mensuelles (augm) . . .	200,000.
	Gratuité des livres	410,000.
	Organisation de commissions scolaires centralisées	20,000.
SANTÉ:	Asiles d'aliénés—réduction des remboursements à la suite de la loi 8, Geo. VI, c. 34	1,040,000.
	Asiles d'aliénés—augmentation de la pension	996,000.
	Fonds de l'assistance publique	402,000.
TRAVAUX PUBLICS:	École Mont St-Viateur	90,000.
		<hr/>
		\$ 3,429,000.

Pour ne commenter qu'un des cas plus haut cités, je soulignerai que l'ancien gouvernement à la fin de la session préélectorale, a voté la loi concernant la gratuité des livres, sans inscrire aucun montant dans le

budget pour la mettre en vigueur. Une conclusion s'impose: en plus d'avoir fausement comprimé son budget et pratiqué l'inflation du camouflage et en plus, la déflation de la vérité, d'avoir fait des dépenses exagérées au cours de la période des élections, l'ancien gouvernement avait même négligé, je le répète, de voter les crédits nécessaires à la mise en vigueur de ses propres lois. De pareilles méthodes financières sont une illustration caractéristique du régime qui les a fait naître. Comme conséquence de cette dernière négligence le budget actuel se trouve grevé d'un montant supplémentaire d'au moins \$3,429,000. Malgré ces nouvelles obligations et les engagements considérables assumés par nos prédécesseurs en office, nous nous proposons quand même de restreindre nos dépenses à un montant de \$99,854,805. Ce montant représente une économie de \$7,290,200. sur les dépenses prévues pour la dernière année financière. En effet, au budget fausement comprimé de \$92,283,181., il faut ajouter le budget supplémentaire de \$12,108,350. ainsi que des mandats spéciaux pour un montant de \$2,753,655., ce qui forme un total de \$107,145,186.

Notre première préoccupation a été d'éliminer en autant que la chose était possible, les embarras financiers qui entravaient nos activités, lors de notre arrivée au pouvoir. Nous avons été obligés de faire face à des échéances d'obligations que le gouvernement précédent avait négligé de rembourser. Nous avons été heureux de le faire à des conditions très profitables pour la province. En fait, le gouvernement a transigé trois emprunts à des conditions qui se comparent très avantageusement avec celles obtenues par l'administration libérale. Ces conditions meilleures nous permettent, malgré le lourd fardeau qu'on nous a laissé, de diminuer le service de la dette d'un montant de \$186,829.17 pour l'année 1945-46 comparativement à l'année qui s'est terminée le 31 mars dernier.

RÉDUCTION DU TAUX SUR LES BONS DU TRÉSOR

Au mois de décembre 1944, le gouvernement de l'Union Nationale, grâce à son bon crédit, a obtenu des banques une réduction sur le taux chargé depuis nombre d'années pour les bons du trésor, qui en réalité je le répète, sont des billets promissaires signés par la province. En prenant comme base, le montant des bons du trésor en circulation, au moment de cette réduction, celle-ci représente une économie annuelle de \$112,425. Ces économies se reflèteront dans les budgets futurs, soit par une réduction des impôts, soit par une augmentation des dépenses productives, dont nous pourrions faire bénéficier la masse des contribuables.

A l'occasion des emprunts, nous nous sommes réjouis de la confiance accordée au gouvernement de l'Union Nationale dans les milieux financiers. Pour consolider les dettes qui nous étaient laissées, nous avons

obtenu des capitaux, à des conditions aussi avantageuses que celles accordées au gouvernement fédéral pour ses emprunts de la victoire. En décembre dernier, nous avons consolidé un montant de \$22,970,000., partie de la dette flottante dont nous avons héritée de l'ancien gouvernement. Un emprunt à 3% qui s'est vendu au public à 99.25 a été acheté dans un temps record. La commission que la province a payée était de 1.169% par \$100.00, soit un taux plus bas que pour l'emprunt le meilleur et de même durée, effectué par l'ancien trésorier. Quant aux deux autres emprunts de remboursement que le gouvernement a opérés, je me contenterai pour vous en exposer les avantages, de vous citer un article de Roger Vézina, chroniqueur financier de l'*Action Catholique*, en date du 20 mars 1945:

Ce témoignage d'un homme qui fut un adversaire du gouvernement possède une valeur incontestable.

“En moins de sept mois de stage à la Trésorerie, dit M. Vézina, M. Gagnon peut se vanter d'avoir effectué deux transactions financières exceptionnellement avantageuses pour les contribuables du Québec. La première: un emprunt de remboursement de \$15,000,000., au taux de 2%, qui nous vaudra une réduction approximative de \$300,000. dans le service annuel des intérêts; la deuxième: un autre emprunt de remboursement de \$3,000,000. échéant dans quinze ans, au taux annuel de 3%. Or, si l'on tient compte de la durée de l'échéance et du prix auquel les titres sont offerts au public, soit 99.25% de leur valeur nominale, on peut prendre pour acquis qu'il s'agit encore là d'une transaction exceptionnellement avantageuse pour les contribuables. Quant au rendement, il reste attrayant, même pour la petite épargne, surtout si l'on tient compte: a) de la tendance générale à la réduction des taux; b) de la cote officielle des emprunts de la victoire 3% échéant en 1960, et pour lesquels leurs détenteurs demandent 100½%; c) enfin de l'excellent crédit dont jouit la province de Québec. D'ailleurs, dans son communiqué aux journaux, poursuit monsieur Vézina, M. Gagnon admet explicitement qu'il n'a pu réussir ce que considérons comme un véritable tour d'adresse, qu'en supprimant tous les frais de publicité et réduisant au minimum les frais de courtage. En effet, en liquidant son émission sur le vaste comptoir de nos 900 Caisses populaires, la province retirera de son émission 98.375%, soit .294% de plus que lors du dernier emprunt provincial. Au surplus, elle pose un véritable geste d'administration de bon père de famille en entourant, peut-être pour la première fois dans les annales de nos finances publiques provinciales, d'une sollicitude toute spéciale et la petite et moyenne épargne du Québec”.

Relativement au dernier emprunt au montant de \$3,000,000. effectué par l'entremise des Caisses Populaires, on me permettra bien, je l'espère, monsieur l'Orateur, ce bref commentaire.

Une enquête nous avait démontré que moins de 10% des épargnants du Québec détenaient des obligations de la province. C'était un fait

déplorable, parce que ces obligations offrent de solides garanties et sont facilement négociables. La transaction que nous avons effectuée avec la Fédération des Caisses Populaires était destinée à intéresser le petit épargnant à l'achat des obligations du gouvernement provincial. En transigeant pour la première fois dans l'histoire de notre province avec les Caisses Populaires, le gouvernement a été heureux de rendre hommage à l'œuvre de haute portée sociale créée au début du siècle par un grand patriote, monsieur Desjardins, et essayer d'intéresser davantage les contribuables du Québec à mettre dans leurs portefeuilles des obligations émises sur le crédit de la province qui leur est si chère.

ABOLITION DE LA TAXE DE VENTE

Notre politique d'économie est d'autant plus justifiée que dès cette année, nous abolissons la taxe de vente sur toutes les nécessités de la vie. Nous laisserons ainsi aux contribuables, et en particulier aux familles nombreuses, un montant annuel de plus de 10 millions. Ces 10 millions, l'ancienne administration est allée les chercher, durant cinq ans, dans le gousset des classes laborieuses. Nous étions opposés à la taxe de vente, parce qu'elle constituait une lourde charge sur les familles nombreuses. Le gouvernement de l'Union Nationale croit que son premier devoir est de travailler à dégrever le plus possible les ouvriers et les cultivateurs des impôts onéreux qui pèsent sur eux.

Ce budget d'économie nous permettra enfin de préparer le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix.

Des problèmes multiples se posent à nos esprits. L'horizon de la politique canadienne est assombri. Les provinces auront de lourdes responsabilités dans le domaine de la reconstruction d'après-guerre, parce qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, plusieurs problèmes de reconstruction relèvent de la juridiction provinciale. A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral n'a pas encore cru bon de convoquer les provinces pour discuter avec elles de la politique d'après-guerre. Nous sommes donc obligés de nous aventurer avec prudence vers l'inconnu et c'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel a adopté au cours de la présente session, certaines mesures urgentes pour pourvoir aux nécessités de l'heure, lors de la fin des hostilités.

Au surplus, notre tâche se complique du fait que le gouvernement précédent ne nous a rien laissé pour préparer l'après-guerre. Il n'existait, lors de notre arrivée au pouvoir, aucun plan de reconstruction. Nous avons demandé la collaboration de certains économistes et de certains experts, afin de nous aider à mettre sur pied un programme qui nous permettra de faire notre part pour que la transition de l'économie de guerre à l'économie de paix ne soit pas trop désastreuse pour notre population. Certains états américains, l'État de New-York par exemple,

ont profité de la prospérité temporaire pour mettre de côté des réserves pour l'après-guerre. L'État de New-York a créé un fonds de réserve de plus de 200 millions de dollars. Les seules réserves que nous a laissées l'ancienne administration sont des réserves de dettes. Son unique surplus est un surplus de taxes. En outre, elle a même cédé au gouvernement fédéral quelques-uns de nos droits de taxation, soit une partie de l'impôt sur les successions et de l'impôt sur le revenu des particuliers et corporations. La cession de ces droits est pour nous une source de nouvelles difficultés et c'est la raison pour laquelle, grâce au patriotisme du Premier Ministre, à son courage pour défendre les droits de la province, le gouvernement actuel a l'intention de demander la revision de l'entente conclue par l'administration précédente.

Les difficultés de l'heure ne doivent pas cependant nous faire oublier la préparation de l'après-guerre. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a cru de son devoir, au cours de la session actuelle, de présenter certaines mesures d'urgence pour la période d'après-guerre. Le gouvernement a, par exemple, présenté à la Chambre une loi pour autoriser le ministère de la voirie à améliorer les routes de la province; une loi sur la disparition des traverses à niveau, une loi du drainage et une loi sur les édifices publics. Il a l'intention de présenter une loi spéciale afin de promouvoir l'essor de la colonisation. Ces lois n'autorisent pas nécessairement une dépense d'argent pour la prochaine année. La loi de la colonisation, par exemple, ne sera mise en vigueur qu'après la guerre. Ces mesures sont simplement destinées à prévenir le déséquilibre économique qui suivra nécessairement la fin des hostilités.

A constater la légèreté avec laquelle l'ancien trésorier a traité ces préparatifs d'après-guerre, la population de Québec n'est pas surprise de voir que rien de concret n'avait été préparé dans ce domaine par l'ancien gouvernement.

Tout le monde sait qu'au cours de la grande guerre de 1914-1918, le gouvernement fédéral est entré pour la première fois dans le champ de la taxe directe. La taxe directe restait aux provinces et le gouvernement fédéral se contentait de la taxe indirecte. Quand le pacte fédératif a été signé et sanctionné, il avait été entendu qu'en compensation de la perte des droits de douanes et d'accises, le gouvernement central donnerait aux provinces les subsides basés sur le chiffre de leur population et, cependant, au cours de la dernière guerre, le gouvernement fédéral est entré néanmoins pour la première fois dans le champ de la taxe directe, en imposant une taxe sur le revenu des particuliers et des corporations. Sir Lomer Gouin avait critiqué, avec raison, à cette époque, l'attitude du gouvernement fédéral. L'Opposition du temps dirigée par l'honorable Arthur Sauvé, le père de notre estimé collègue, le Lieutenant-colonel Paul Sauvé, avait pris la même énergique attitude. Ils avaient tous deux protesté contre cet empiètement sur les droits des provinces. Chose surprenante, le gouvernement libéral a été au pouvoir à Québec

durant 25 ans; il a été au pouvoir à Ottawa durant plus de 20 ans, et jamais l'ombre d'une démarche n'a été entreprise pour remettre aux provinces ce droit de taxation qui, en vertu de la constitution, n'appartient nullement au pouvoir central. Au cours de la guerre actuelle, le gouvernement fédéral a continué la même politique. Il est même allé beaucoup plus loin que durant la première guerre, puisqu'il a rendu inopérantes nombre de lois provinciales: il a permis le sabotage de notre code civil et dans le domaine des impôts, il est allé jusqu'à l'extrême limite, en percevant 30% du revenu national. Il a même cherché à mettre sournoisement en vigueur les recommandations du rapport Rowell-Sirois, malgré l'opposition de certaines provinces. Ce rapport constitue le nouvel évangile des centralisateurs. Le gouvernement Godbout a eu pour ces derniers tous les égards et jamais il n'a fait le moindre geste pour les embarrasser. Il a permis, fait sans précédent dans notre histoire, au pouvoir central d'amender l'acte fédératif de 1867, afin d'obtenir le droit de légiférer en matière d'assurance-chômage, sur une simple lettre, sans soumettre cette question fondamentale à l'examen et au vote de la Législature. L'ancienne administration, comme je le disais tout à l'heure, a cédé à Ottawa nos droits de taxer les grosses corporations. Elle a en quelque sorte cédé l'impôt sur la richesse, pour conserver l'impôt sur la pauvreté, avec la taxe de vente. Le déséquilibre qui existait avant la guerre actuelle entre le pouvoir de taxation des provinces et celui du gouvernement fédéral, s'est aggravé et il nous place aujourd'hui dans une situation extrêmement critique.

D'ailleurs, bien avant 1939, tous les économistes étaient d'avis que les provinces ne possédaient pas les sources de revenus qui pouvaient leur permettre de rencontrer leurs obligations. Le problème s'est considérablement aggravé depuis la cession de certains de ces droits, au gouvernement fédéral et à ce propos, je vous cite deux opinions, celle de monsieur W.-A. Carrothers et du professeur B.-P. Adarkar.

Voici ce que monsieur Carrothers écrivait dès 1935 dans le *Canadian Journal of Economics and Political Science*:

“ Malheureusement, il y a eu peu ou pas de relation entre le développement des fonctions respectivement dévolues au gouvernement fédéral et aux gouvernements provinciaux d'une part et l'augmentation des revenus provenant des sources qui sont assignées à chacun de ces deux gouvernements d'autre part. Or ce sont les fonctions assignées aux gouvernements provinciaux qui ont subi le plus d'extension à la suite des demandes formulées par le public. En conséquence, les provinces se trouvent placées dans une situation financière impossible. Ceci constitue le problème le plus sérieux auquel l'on doit faire face au Canada à l'heure actuelle”.

Quelques années auparavant, le professeur Adarkar, que l'on cite fréquemment dans les ouvrages modernes relatifs à la finance, écrivait dans *The Principles and Problems of Federal Finance*:

“ La répartition des pouvoirs législatifs entre les autorités fédérales et celles des États a d'importantes conséquences pour les finances de l'État fédéral et ceci pour deux raisons. En premier lieu, la répartition constitutionnelle des pouvoirs législatifs impose l'accomplissement de certaines fonctions et obligations aux deux groupes d'autorités, et ceci implique la nécessité de prévoir les fonds nécessaires pour l'exercice de ces fonctions. Toutes les constitutions soumises à notre examen prévoient, parallèlement à la répartition des pouvoirs législatifs, une distribution des pouvoirs financiers et des ressources correspondantes et, s'il arrive que l'une ou l'autre des deux autorités ne dispose pas des fonds nécessaires, d'autres arrangements sont prévus, tels que des subventions fédérales, des contributions des États, etc., afin de faire face au manque escompté de ressources... En deuxième lieu... les pouvoirs financiers ne constituent pas seulement, jusqu'à un certain point, un reflet, mais également un complément de la compétence générale en matière de législation et doivent être exercés dans les limites d'une telle compétence. ”

Depuis la Confédération, les provinces ont développé de plus en plus leur domaine législatif, avec des revenus de plus en plus précaires. Cette situation s'explique surtout par suite des développements de la législation sociale où elles ont pleine autorité. D'ailleurs, tous les maîtres de la science politique affirment que le droit de taxation est un corollaire du droit de législation et que ce droit dans une fédération doit être équivalent au droit de législation. C'est un problème que le rapport Rowell-Sirois a envisagé. Il a admis en quelque sorte que les provinces ne possédaient pas les revenus suffisants pour mettre sur pied un solide système de sécurité sociale. Mais au lieu de préconiser une décentralisation dans le domaine des revenus publics, le rapport Rowell-Sirois a préconisé une centralisation dans le domaine de la législation. A ce problème, il n'y avait que deux solutions possibles : décentraliser les sources de revenus pour laisser aux provinces la juridiction législative qui leur appartient en vertu de l'acte de 1867 ou centraliser la législation pour laisser au gouvernement fédéral les sources de revenus dont il s'est emparé au cours de la guerre de 1914-18, et surtout, au cours de la guerre actuelle. Les commissaires ont choisi cette dernière solution.

L'Union Nationale ne reculera jamais devant les menées centralisatrices, d'où qu'elles viennent, parce qu'elle entend garder le droit des provinces de légiférer suivant leur mentalité, leurs croyances et leurs coutumes. Nous ne pouvons accepter que le droit de législation soit un corollaire du droit de taxation. Les provinces se trouvent dans une situation qui s'annonce de plus en plus difficile. Notre province, en particulier, est la plus vaste de tout le pays; les familles nombreuses obligent en quelque sorte l'État à entreprendre un vaste programme de développement de nos ressources naturelles, afin d'asseoir sur une base solide notre développement économique. L'État devrait dépenser plus

pour assurer à tous nos gens un avenir durable et assurer également, dans toute la mesure du possible, la protection du capital humain.

De plus, tous les économistes admettent que le succès ou l'échec de la politique d'après-guerre dépendra du maintien à un niveau élevé du revenu national. Comment pouvons-nous alors travailler à l'accroissement du revenu national, si nous ne pouvons avoir les moyens de développer d'une façon rationnelle et scientifique nos ressources naturelles? Avons-nous besoin d'affirmer que ces ressources, nous ne les céderons jamais et nous n'en céderons jamais le revenu au gouvernement fédéral?

J'estime que la province de Québec devrait avoir un budget encore plus élevé, lorsque ses revenus le permettront. Nous devons aujourd'hui diminuer nos dépenses, à cause de la modicité de nos ressources: nous devons diminuer nos dépenses, parce que pour dépenser plus, nous serions réduits à l'alternative de taxer les classes laborieuses de notre population.

C'est pourquoi, j'estime que nous sommes arrivés à un tournant dans l'histoire de la Confédération. Depuis 1867, la grande partie des discussions qui ont eu lieu entre le gouvernement fédéral et les provinces ont été faites en marge des problèmes financiers. La majeure partie des amendements à la constitution ont été dictés par des problèmes financiers. Le gouvernement fédéral s'est vu, à plusieurs reprises, dans l'obligation d'augmenter les octrois aux provinces, octrois qui avaient été prévus dans l'acte de 1867. Et, aujourd'hui, nous devons envisager un avenir lourd de responsabilités sociales, avec des droits de taxation plus restreints que jamais.

Nous voulons bien collaborer au progrès et à la prospérité du Canada tout entier, pourvu que la mesure de notre effort, repose sur le respect de notre autonomie.

Ce n'est pas en détruisant l'autonomie des provinces qu'on assurera l'essor d'un Canada, uni et prospère. L'union nationale sagement comprise repose sur le respect des droits des provinces et des minorités, que le Québec a toujours scrupuleusement respectés.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer cette parole prononcée à Ottawa, le 12 avril 1884, par Sir Adolphe Chapleau: "Le pacte fédéral est l'arche sainte d'où l'on ne peut, sans sacrilège, arracher les tables sacrées sur lesquelles sont inscrits les droits et les libertés des provinces, dont l'intelligent patriotisme créa l'union."

NOTRE PROGRAMME DE RESTAURATION

Malgré les difficultés que je viens d'énumérer, l'Union Nationale se propose de continuer le programme de renaissance politique, économique

et sociale inauguré de 1936 à 1939. Ce programme est basé sur la nécessité de sauvegarder le capital humain, les droits de la famille et le patrimoine national. Le budget que je sou mets à la Législature est destiné à l'exécution de ce programme politique. Le rôle du budget est identique au rôle de l'État. Il doit encourager, stimuler et diriger l'action individuelle vers le bien commun. C'est la raison pour laquelle nous avons l'intention de restreindre autant que possible, la politique d'octrois si chère aux administrations libérales.

D'ailleurs, l'Auditeur de la province estimait dans le dernier volume des Comptes publics que 35.2% du budget était dépensé en octrois. Ce paternalisme exagéré donne naissance à une multitude d'abus, parce que le budget étant alimenté par l'argent de tous les contribuables, ne peut pas et ne doit pas être dépensé de façon à favoriser certains individus ou certains groupes, si estimables soient-ils. Avec cette conception, le budget devient le patrimoine exclusif d'un parti politique. Nous en avons vu d'ailleurs les conséquences désastreuses, lors de la dernière campagne électorale, conséquences qui ne furent d'ailleurs que la répétition de ce que nous avons vu, au cours des élections de 1935-36.

Me permettra-t-on de rappeler quelques-unes des mesures législatives destinées à mettre notre programme politique en œuvre.

Le peuple de cette province sait que l'Union Nationale a contribué dans une large mesure avec le prêt agricole, à sauver l'agriculture. Les résultats ont été merveilleux. En l'espace de trois ans, l'Office a consenti des prêts à 13,448 cultivateurs, pour un montant de \$44,082,800. Le gouvernement actuel va tenter une expérience analogue dans le domaine de l'électrification rurale en prêtant l'argent nécessaire aux coopératives d'électricité. Lorsqu'un pays trouve le moyen de prêter \$700,000,000., sans intérêt, sans compter les cadeaux de plus de \$2,000,000,000., j'estime qu'une province est justifiable de prêter, à un taux d'intérêt très bas, quelques millions aux contribuables, afin de faciliter leur labeur et leur assurer un confort raisonnable.

Le peuple de cette province sait que le gouvernement actuel veut assurer le développement rationnel de nos ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle nous avons commencé sous la première administration de l'Union Nationale, une enquête sur les ressources naturelles. Cette enquête sera rigoureusement poursuivie.

CRÉATION D'UNE ÉCOLE FORESTIÈRE

Nous avons en particulier accordé beaucoup d'attention au problème de la forêt. Nous avons organisé dès 1937 un service spécial d'entomologie, afin de découvrir les moyens les plus efficaces pour protéger nos forêts. contre les ravages des insectes. Nous avons développé un système plus efficace de protection contre l'incendie. Ce n'était

là toutefois que des mesures préliminaires. Le gouvernement actuel veut continuer l'œuvre commencée. Il veut mettre sur pied un système scientifique pour l'exploitation forestière et assurer le reboisement de nos domaines forestiers. Grâce au patriotisme du Premier Ministre, nous allons permettre à nos descendants de pouvoir jouir des avantages que la Providence leur a donnés. A cette fin, le gouvernement a décidé de fonder en coopération avec l'Université Laval, une École forestière qui sera digne de l'École des Mines. Tous savent le rôle de l'École des Mines dans le développement de notre industrie minière. Nous voulons que l'École forestière joue le même rôle dans l'industrie forestière.

LA ROUTE DE CHIBOUGAMOU

Le peuple de cette province sait le développement prodigieux de l'industrie minière de 1936 à 1939. Le gouvernement actuel se propose de continuer sa politique minière. A cet effet, le budget contient les crédits nécessaires pour le parachèvement de la route de Chibougamou, route destinée à ouvrir à l'industrie minière un territoire presque aussi vaste et presque aussi riche que l'Abitibi et le Témiscamingue. Je ne puis laisser passer l'occasion qui m'est offerte sans souligner la nouvelle que j'apprenais ces jours derniers, soit la formation par des Canadiens français d'une compagnie qui se propose d'exploiter les ressources pétrolifères de la Gaspésie.

Le problème de l'éducation pose actuellement des difficultés très épineuses et le gouvernement réalise qu'il lui faut étudier avec soin la situation financière des Commissions scolaires. L'ancien gouvernement n'a trouvé aucun règlement stable, afin de résoudre d'une façon définitive les lourds problèmes auxquels ces Commissions doivent faire face. Cette question, le gouvernement actuel la règlera, en donnant pleine justice aux minorités, mais il faut lui donner le temps nécessaire pour trouver les solutions qui s'imposent.

Je profite de l'occasion pour féliciter le Premier Ministre, aussi bien que le Ministre des affaires municipales, d'avoir pris l'initiative d'ordonner une enquête sur la répartition des impôts scolaires et municipaux. Je ne puis non plus laisser passer cette question sans souligner l'inégalité assez curieuse entre les octrois accordés par l'ancien gouvernement aux Commissions scolaires catholiques et protestantes de la ville de Montréal. Je suis en faveur d'un traitement identique pour les représentants des deux grandes races dans la province, mais je ne puis comprendre l'attitude de l'ancien gouvernement. D'après les statistiques fournies par le Surintendant de l'Instruction publique, la Commission Scolaire des Écoles Catholiques de Montréal a reçu en subventions du gouvernement de la province, de juillet 1940 au 30 août 1944, une somme totale de \$3,429,799. En prenant pour base les statistiques de 1941, la population catholique de Montréal est de 699,885. La proportion payée en

subsidés à la population catholique est donc de \$4.90 par tête. La Commission Protestante de la Cité de Montréal (Protestant School Board) a reçu pour sa part, durant la même période, la somme de \$2,101,268. pour une population de 203,123 (y compris 50,772 juifs, 8,600 grecs et toutes autres religions). Le subside est donc de \$10.34 par tête, soit une différence de \$5.44 par tête.

Toutefois, afin d'aider au développement de l'éducation et au progrès de l'hygiène dans la province de Québec, le gouvernement actuel a l'intention d'imposer sur les objets de luxe une taxe qui comblera en partie la diminution de nos revenus par suite de l'abolition de la taxe de vente.

Nous savons la primauté de l'agriculture et de la colonisation, mais nous devons aussi reconnaître le rôle important joué par le commerce et l'industrie dans la vie économique de notre province. C'est pourquoi nous avons augmenté sensiblement les crédits de ce ministère. Avec la période d'après-guerre qui semble très prochaine, il faut que la province de Québec ait sa juste part dans l'obtention des débouchés commerciaux sur les marchés étrangers.

Vous remarquerez au budget un item nouveau de \$70,000. pour permettre au gouvernement de procurer aux paroisses pauvres les services de médecins et de gardes-malades. Ce montant remplace avantageusement la somme de \$60,000. qui avait été votée pour des dépenses d'une commission qui devait faire l'étude de l'assurance-maladie. Le gouvernement de l'Union Nationale estime qu'en ce domaine les études doivent être suffisantes. L'action impérieuse s'impose.

CLASSIFICATION DES EMPLOYÉS CIVILS

Un gouvernement sagement avisé doit pourvoir au bien-être de ses collaborateurs du service civil. L'ancien gouvernement avait préconisé avant les élections le rétablissement des augmentations statutaires sans voter les argents nécessaires au budget. Les augmentations qu'il a données à la veille du scrutin à un groupe de 7,000 fonctionnaires, laissaient sans solution le cas de plus de 4,000 employés civils. Il a de plus odieusement trompé tous les fonctionnaires en leur laissant croire que les augmentations qu'ils recevaient étaient annuelles quand les argents inscrits au budget ne leur permettaient qu'un supplément de salaire, expirant le 30 novembre dernier. Le gouvernement de l'Union Nationale se propose de prendre les mesures nécessaires pour faire une nouvelle classification des employés civils et faire disparaître les injustices qui existent actuellement. La dernière classification faite en 1925 est maintenant désuète et ne leur donne pas justice. Quand la classification sera terminée, le gouvernement inscrira au budget les sommes requises pour donner effet au rapport des classificateurs.

Le gouvernement se réjouit du fait que le ministre du travail a réussi au cours de ces derniers mois à mener à bonne fin deux projets extrêmement intéressants, soit l'organisation d'une aide à l'apprentissage et à la réhabilitation des blessés et des infirmes, et la tenue à Québec pour la première fois d'une réunion du Conseil exécutif du Bureau international du travail. L'initiative du Ministre du travail et du gouvernement constitue une innovation magnifique dans le domaine de la sécurité sociale. Québec, une fois de plus, trace dans le vaste champ des réformes un sillon lumineux.

OCTROI A LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES

Il me fait plaisir de souligner ici, la décision du gouvernement de donner à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval un octroi de \$50,000. Le gouvernement veut par là rendre témoignage au magnifique travail de son doyen distingué, le T. R. Père Georges-Henri Lévesque, O.P. Le public attend beaucoup des heureuses initiatives de cette Faculté qui inaugurerait, l'automne dernier, un service social. Il est temps que les sciences politiques et économiques prennent chez nous la place qui leur revient. D'ailleurs, c'est de plus l'intention du gouvernement d'étudier avec beaucoup d'attention les besoins pressants de nos universités, afin de favoriser, dans toute la mesure du possible, leur essor vers le progrès et le rayonnement, quand l'état de nos revenus sera satisfaisant.

Me permettra-t-on, en terminant ce rapide coup d'œil sur la politique du gouvernement actuel, de souligner un événement extrêmement important qui a marqué l'administration de l'Union Nationale, au cours de ces derniers mois, alors que les gouvernements des provinces de Québec et d'Ontario ont signé une entente pour éviter la double taxation sur les successions. Cette entente est un bel exemple de collaboration entre les provinces pour la sauvegarde de leurs droits. Ces rencontres entre les représentants provinciaux doivent se multiplier, car elles constituent un excellent moyen de fortifier les liens qui nous unissent dans la Confédération canadienne. L'on sait que l'honorable monsieur Garson, premier ministre du Manitoba et l'honorable monsieur Manning, premier ministre de l'Alberta, sont venus en avion à Québec, en janvier dernier, afin de conférer avec le Premier Ministre; cette rencontre a été l'occasion de pourparlers très fructueux et je n'ai aucun doute que ces pourparlers auront d'heureuses répercussions sur l'avenir. Le gouvernement a reçu de nombreux témoignages d'approbation à la suite de l'accord intervenu entre le Québec et l'Ontario.

FORMATION D'UN COMITÉ DU TRÉSOR

Afin d'assurer le contrôle des dépenses, le gouvernement a décidé de former un comité du Trésor qui sera composé de quelques

ministres de la Couronne. Ces ministres exerceront un droit de contrôle sur le budget et sur les dépenses publiques. Un tel comité existe d'ailleurs sous une forme ou sous une autre dans tous les gouvernements du monde. L'ancien trésorier avait organisé, si l'on croit son discours du budget de 1940, ce qu'il appelait le contrôle du budget par l'Assemblée Législative. Tout le Canada a compris, après avoir examiné le résultat de la dernière administration financière du gouvernement libéral, qu'il s'agissait là avant tout d'un contrôle verbal et purement oratoire.

REFONTE DES LOIS D'ASSURANCE

Enfin, pour terminer, je suis heureux d'annoncer que le gouvernement actuel a reconnu les droits de la langue française sur les chèques émis par le département du trésor. Je suis également heureux d'annoncer aux membres de cette Chambre que nous étudions à l'heure actuelle la possibilité de faire une refonte de nos lois d'assurance. Ces lois sont aujourd'hui démodées et elles nuisent au développement progressif de l'assurance dans la province.

Le peuple du Québec se souvient de notre œuvre de 1936-1939. Cette brève esquisse de nos projets, ces lois de progrès qui ont données à la province depuis le début de la session actuelle, sont autant de preuves de notre décision de continuer notre œuvre de restauration politique. La province a eu raison de faire confiance au Premier Ministre actuel, et je sais par les nombreux témoignages que nous en recevons de tous les coins de la province, qu'un nombre de plus en plus grand de nos adversaires de l'été dernier, appuieraient de leur confiance le gouvernement actuel. L'opinion publique est unanime à rendre hommage au Premier Ministre pour son courage, sa fermeté et la largeur d'esprit avec laquelle il envisage les difficultés de l'heure présente.

* * *

Monsieur l'Orateur, nous devons être fiers de l'œuvre de restauration commencée en 1936 et que le gouvernement poursuivra sans peur et sans relâche. Pour en assurer le succès, nous devons faire l'union morale des esprits et des cœurs.

On me permettra en terminant de citer ce passage lumineux tiré d'un discours prononcé par un des plus grands parlementaires dont s'honorent le gouvernement provincial, aussi bien que le Sénat canadien; l'honorable Sir Thomas Chapais. Tous les partis ont été unanimes l'autre jour, à rendre un hommage mérité à cette haute personnalité de notre monde politique qui célébrait le 87^e anniversaire de sa naissance, entourée de l'estime et de la vénération des représentants de tous les partis. Parlant à Montréal, le 10 octobre 1905, à l'occasion

d'un banquet offert par le club Cartier, à sir James Whitney, premier ministre de l'Ontario, qui venait de faire entrer dans son cabinet le docteur Rhéaume, le premier Canadien français appelé à faire partie du gouvernement de la grande province à majorité anglophone, Sir Thomas Chapais disait :

“Nous n'avons pas au Canada, l'union morale. Je dis l'union, je ne dis pas l'unité, et je vous prie de noter l'immense différence qui existe entre ces deux termes. L'unité, non seulement nous ne l'avons pas, mais nous ne pouvons pas l'avoir. Nous n'avons pas l'unité de race, nous n'avons pas l'unité de langue. nous n'avons pas l'unité de croyance. C'est là un fait inéluctable devant lequel bon gré, mal gré, nous devons nous incliner. Ni les uns ni les autres, nous n'en sommes responsables. Nous ne sommes pas les auteurs, nous sommes les héritiers de ce fait; et il suffit de feuilleter les annales des quatre derniers siècles pour en comprendre les causes historiques. Donc, diversité de race, diversité de langue, diversité de croyance, telles sont les conditions sociales que la Province nous a faites et si quelqu'un se levait ici pour nous affirmer que, dans un avenir prochain, il n'y aura plus au Canada qu'une race, qu'un langage et qu'une foi, nous l'enverrions tranquillement vaticiner dans le royaume vaporeux de l'Utopie. Non, nous n'avons pas l'unité morale et nous ne pouvons pas l'avoir. Mais l'union morale, nous pouvons l'avoir. En effet, l'unité, c'est la similitude, c'est l'identité des parties composantes; tandis que l'union c'est l'harmonie et la concordance de ces parties. Or, qui voudrait prétendre que, tous tant que nous sommes, Canadiens anglais, français, écossais, irlandais, catholiques, protestants, québécois, ontariens, etc., nous devons renoncer sans retour à ce bienfait national: l'harmonie et la concorde.

“Malgré les tristesses et les iniquités de l'heure présente, je repousse cette pessimiste et désespérante pensée. Oui, nous pouvons atteindre ou recouvrer l'union morale, sans laquelle cette confédération est vouée à l'avortement et à la mort.

“Mais nous ne la trouverons et nous ne la conserverons que dans la tolérance, la justice et la liberté. La tolérance, qui tempère les controverses, qui amortie le choc des doctrines, qui enseigne le respect mutuel des coutumes, des mœurs, des traditions nationales et religieuses. La justice, qui protège tous les droits, qui assure au faible le même traitement qu'au fort, qui accorde à toutes les minorités une sécurité égale et des privilèges égaux. La liberté, qui garantit au citoyen non seulement le paisible exercice de toutes ses franchises civiles et politiques, mais encore la faculté d'accomplir sans entraves les devoirs sacrés que lui impose son titre paternel, tels qu'ils lui sont dictés par sa conscience et par sa foi.

“Messieurs, poursuivait Sir Thomas Chapais, un pays qui ne possède pas ces trois biens, un pays où le pouvoir suprême ne les garantit

pas au dernier de ses enfants, n'a pas droit de compter sur les promesses de l'avenir. L'intolérance, l'injustice et l'oppression des consciences sont un mauvais ciment. Et quelque imposante que soit l'apparence de l'édifice politique où elle se sont infiltrées, cet édifice est fatalement menacé de ruine. C'est donc le devoir impérieux de tous les bons citoyens de lutter pour assurer à la patrie canadienne ces biens plus précieux que tous les diamants de Golconde et que tout l'or du Klondike. La tolérance, la justice et la liberté, nous devons en avoir le culte, nous devons en avoir la passion généreuse et ardente. Que dans nos sollicitudes, dans nos aspirations, dans notre action politique, elles occupent le premier rang. Plaçons-les bien haut, au-dessus de tous les intérêts, au-dessus de tous les calculs, au-dessus de toutes les ambitions, au-dessus des partis, des combinaisons et des alliances. Que notre cri de ralliement soit : périssent les intérêts secondaires, périssent les égoïstes calculs, périssent les ambitions personnelles, périssent les partis et les alliances politiques, plutôt que la tolérance, la justice et la liberté."

Voilà, Monsieur l'Orateur, la synthèse de la doctrine de l'Union Nationale, l'idéal poursuivi par notre chef valeureux et ses modestes collaborateurs. En cherchant à l'implanter en terre canadienne et à la faire épanouir en terre québécoise, nous marcherons sur les traces glorieuses de nos grands parlementaires, nous aurons fait œuvre durable et féconde et selon le mot de Poincaré : "Nous qui passons dans les contingences et l'instabilité des choses, nous aurons éclairé notre vie d'un reflet d'immortalité".

Monsieur l'Orateur, m'adressant à vous qui sur ce siège historique portez si dignement le grand nom d'un Père de la Confédération, j'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

PROVINCE DE QUÉBEC

**ÉTAT COMPARATIF
DE L'AUGMENTATION DE LA DETTE TOTALE
POUR LES PÉRIODES SUIVANTES :**

(Voir détails aux tableaux nos 6 et 7)

(en mille dollars)

	Adm. Libérale		Union Nationale
	Du 9/11/39 au 31/8/44	Base de	Du 1/7/36 au 8/11/39
	(57 mois $\frac{3}{4}$)	40 mois $\frac{1}{4}$	(40 mois $\frac{1}{4}$)
Dépenses ordinaires et de capital.....	440,004	306,683	245,340
Dépenses de chômage.....	12,722 (a)	8,867	68,678 (b)
Total des dépenses.....	452,726	315,550	314,018
Revenu ordinaire.....	416,305	290,165	180,122
Déficit global.....	\$ 36,421	\$ 25,385	\$ 133,896
Office du Crédit agricole—Avances nettes.....	8,708	6,069	29,442
Autres item affectant la dette (Aug. ou dim.).....	5,405	3,768	2,865
Augmentation de la dette directe et indirecte.....	\$ 39,724	\$ 27,686	\$ 165,703
<hr/>			
Ces augmentations de dette directe et indirecte se reflètent ainsi aux passifs des bilans:	Du 9/11/39 au 31/8/44		Du 1/7/36 au 8/11/39
Dette consolidée nette—augmentation.....	33,393		147,274
Dette flottante—augmentation.....	300		15,111
Revenu différé—Dim. ou aug.....	34		2,835
Passif éventuel et différé—aug.....	5,997		6,153
	\$ 39,724		\$ 165,703

(a) Déduction faite de \$3,016,000 re: chômage.

(b) Après avoir ajouté \$4,120,000 re: chômage cité de Montréal.

Vu que la dette totale est donnée, aucun ajustement n'a été fait pour les transferts de la dette éventuelle à la dette directe.

PROVINCE DE QUÉBEC

AUGMENTATION DE LA DETTE DIRECTE ET INDIRECTE

du 8 novembre 1939 au 31 août 1944.

(57 mois $\frac{3}{4}$)

(en mille dollars)

	TOTAL	Du 8 nov. 1939 au 30 juin 1940	Année terminée le 31 mars 1941 — (9 mois)	ANNÉE TERMINÉE LE 31 MARS			Du 1 ^{er} avril au 31 août 1944
				1942	1943	1944	
Dépenses ordinaires et de capital	440,004	56,117	68,473	88,893	91,353	91,703	43,465
Dép. de chômage	15,738	10,527	3,439	1,118	546	49	59
Total des dépenses ...	455,742	66,644	71,912	90,011	91,899	91,752	43,524
Moins:							
Revenus ordinaires ...	416,305	35,987	55,968	91,999	92,770	93,037	46,544
Surplus ou déficit glo- bal	\$ 39,437	\$ 30,657	\$ 15,944	\$ 1,988	\$ 871	\$ 1,285	\$ 3,020
Fonds d'amortissement et autres item dimi- nuant la dette nette.	21,265 (a)	2,901	7,185 (a)	2,926	372	5,549	2,332
Diminution ou aug- mentation de la dette nette	\$ 18,172	\$ 27,756	\$ 8,759	\$ 4,914	\$ 1,243	\$ 6,834	\$ 5,352
Office du prêt agricole, avances nettes (Aug- mentation ou dimi- nution)	8,708	2,883	3,275	3,730	170	1,000	350
Autres comptes à rece- voir, etc. (Augmen- tation ou diminiu- tion)	6,837	1,330	301	785	3,043	1,036	3,984
Augmentation ou di- minution de la dette directe	\$ 33,717	\$ 31,969	\$ 12,335	\$ 1,969	\$ 1,970	\$ 8,870	\$ 1,718
Augmentation ou dimi- nution:							
Passif éventuel	1,307	1,332	6,116	1,274	6,585	1,053	157
Passif différé	7,304	3,065	754	989	1,110	5,331	7,891
Ajustement	10	10
Augmentation ou dimi- nution :							
Passif direct et in- direct	\$ 39,724	\$ 30,246	\$ 17,697	\$ 4,232	\$ 5,725	\$ 4,592	\$ 6,330

(a) Comprend remboursement de chômage \$3,016,000 non passé par l'état de revenu et dépenses.

Aucun ajustement n'a été fait pour les transferts de la dette éventuelle à la dette directe parce que les totaux ci-dessus n'en sont pas affectés.

PROVINCE DE QUÉBEC

AUGMENTATION DE LA DETTE DIRECTE ET INDIRECTE

du 1er juillet 1936 au 8 novembre 1939

(40 mois $\frac{1}{4}$)

(en mille dollars)

	Total	Année terminée le 30 juin			Du 1er juillet 1936 au 8 novembre 1939
		1937	1938	1939	
Dépenses ordinaires et de capital.....	245,340	55,443	74,633	81,003	34,261
Dépenses de chô- mage.....	64,558	14,346	13,818	29,105	7,289
Total des dépenses...	309,898	69,789	88,451	110,108	41,550
Moins:					
Revenus ordinaires	180,122	46,280	53,344	60,836	19,662
Déficit global.....	\$ 129,776	\$ 23,509	\$ 35,107	\$ 49,272	\$ 21,888
Fonds d'amortisse- ment et autres item affectant la dette nette:					
Augmentation ou diminution.....	8,288 (a)	3,905	2,757	4,164	2,338 (a)
Augmentation de la dette nette.....	\$ 121,488	\$ 19,604	\$ 32,350	\$ 45,108	\$ 24,226
Prêt agricole, avan- ces nettes:					
Augmentation.....	29,442	600	12,915	12,025	3,902
Autres comptes à re- cevoir, etc.:					
Augmentation ou diminution.....	8,630	6,143	2,084	938	1,541
Augmentation de la dette directe.....	\$ 159,560	\$ 26,347	\$ 47,349	\$ 58,195	\$ 29,669
Augmentation ou di- minution:					
Passif éventuel....	2,054	1,897	4,221	646	916
Passif différé.....	4,099	312	205	1,198	3,008
Ajustement.....	10				10
Augmentation de la dette directe et in- directe.....	\$ 165,703	\$ 24,138	\$ 51,775	\$ 58,039	\$ 31,751

(a) Comprend une dépense de \$4,120,000 pour chômage re: Cité de Montréal.

Aucun ajustement n'a été fait pour les transferts de la dette éventuelle à la dette directe parce que les totaux ci-dessus n'en sont pas affectés.

**APERÇU SOMMAIRE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

à la date du 31 août 1944.

Préparé par :

ROSAIRE COURTOIS,

C. A.

L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., LL.D.,

Trésorier de la province,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai bien l'honneur de vous soumettre les faits suivants qui ressortent de l'étude et de l'examen que j'ai faits de la situation financière de la province à la date du 31 août 1944.

Le passif direct et indirect était, au 31 août 1944, de \$418,132,000, indiquant une augmentation de \$39,724,000 sur le passif direct et indirect de la province à la date du 8 novembre 1939. Ces chiffres ne comprennent pas les engagements qui ont toujours été exclus des états financiers mentionnant la dette totale de la province, sauf une seule fois, lors de la présentation de l'état financier soumis par le gouvernement précédent, en 1940, relativement à la situation financière, à la date du 8 novembre 1939.

Cette augmentation de \$39,724,000 du passif de la province, du 8 novembre 1939 au 31 août 1944, s'établit comme suit: le déficit net global se chiffre à \$39,437,000, vu que les dépenses ordinaires et de capital ont été de \$455,742,000 et les revenus, de \$416,305,000; à part cela, l'augmentation nette des autres item affectant la dette se chiffre à \$287,000.

Sur le budget de \$92,283,000 pour l'année en cours, tel que soumis à la dernière session, il y aurait, au 31 août 1944, après cinq mois d'administration, un total de \$80,324,000 de dépenses et d'engagements à être soldés avant le 31 mars 1945, y compris l'intérêt sur la dette et les salaires laissant une balance de \$11,959,000 pour les sept mois terminant la présente année financière.

Le détail de cette somme de \$80,324,000 indique que le 31 août 1944 les dépenses et les engagements devant être soldés avant le 31 mars 1945 dépassaient déjà pour un bon nombre d'item, dont plusieurs pour des sommes substantielles, les montants prévus au budget. A cause du montant déjà dépensé pendant les cinq premiers mois d'opérations et à cause des dépenses qui devront être faites, le budget des divers départements déposé à la dernière session est insuffisant pour les besoins de l'année financière qui se terminera le 31 mars prochain.

J'ai obtenu ces chiffres des officiers responsables des divers départements, vu que le registre des crédits ne tient compte que des engagements sur les salaires; je n'ai fait que la compilation sans faire une vérification de détails.

Il y a en outre un passif éventuel encore indéterminé au 31 août 1944, relativement aux expropriations se rapportant à la Montreal Light, Heat & Power et autres compagnies, et autorisées en vertu de la loi de la Commission Hydroélectrique de Québec, sanctionnée le 14 avril 1944.

Un montant de \$9,444,000 d'octrois a été accordé sur le fonds de l'Assistance publique, du 1er avril au 31 août 1944, mais de ce total, des octrois au montant de \$2,300,000 ont été rescindés et annulés par le gouvernement actuel.

En plus des sommes antérieurement dépensées par le gouvernement, quant à la Raffinerie de Sucre de St-Hilaire, le trésorier de la province est autorisé à avancer ou à garantir pour cette raffinerie une somme n'excédant pas \$2,000,000, laquelle somme est maintenant épuisée. D'ici la fin de décembre 1944 un montant additionnel de \$600,000 sera nécessaire, particulièrement pour le paiement des sommes dues aux cultivateurs produisant la betterave à sucre.

Le passif direct, au 31 août 1944, comprend la dette flottante suivante:

Comptes à payer.....	7,727,000
Bons du Trésor (y compris l'échéance de \$9,650,000 du 15 mars 1944).....	35,250,000
Soutiré de banque.....	2,010,000
	<hr/>
	44,987,000
Fonds en fidéicommiss et dépôts judiciaires.....	7,469,000
Intérêt couru sur la dette.....	3,067,000
	<hr/>
DETTE FLOTTANTE AU 31 AOÛT 1944.....	55,523,000

A ce montant, il faudra ajouter:

a) les échéances nettes du 1er sept. 1944 au 31 mars 1945.....	16,220,000
--	------------

(en mille dollars)

Date Emission	Échéance	Taux	Montant	Fonds d'amortis- sement
1/11/36.....	1/11/44.....	2½%	12,000.	600.
15/11/40.....	15/11/44.....	3 %	1,970.
1/ 2/35.....	1/2/45.....	2¾%	5,000.	2,150.
15/ 3/34.....	15/3/45.....	4 %	700.	700.
			<hr/>	<hr/>
			\$ 19,670.	\$ 3,450.

b) Déficit probable d'opérations moins recettes à être différées au 31/3/45 et encaissements nets sur comptes à recevoir et avances, période 1/9/44 au 31/3/45.....	3,983,000
	<hr/>
	\$ 75,726,000

Ce montant représente la dette flottante probable au 31 mars 1945 *si aucune consolidation de dette n'est faite d'ici cette date*, et cette dette comprend un total net de \$25,870,000 d'obligations échues ou à échoir d'ici le 31 mars 1945.

D'après les chiffres fournis par les officiers responsables de chaque département, basés sur les cinq mois terminés le 31 août 1944 et comprenant les sept mois pour terminer l'année financière en cours, à cause de la tendance accentuée des dépenses et de l'augmentation des engagements pris avant le 31 août 1944, le déficit global final serait de \$9,563,000 au lieu du surplus global prévu de \$276,000.

Les dépenses d'après cette estimation, seraient pour l'année en cours de \$102,146,000, indiquant une augmentation de \$9,863,000 sur le budget soumis le 24 février 1944, couvrant l'année financière 1944-45.

Depuis que l'année financière de la province se termine le 31 mars au lieu du 30 juin, les premiers six mois de l'année démontrent un surplus d'opérations surtout à cause de la rentrée dans cette période de certains gros revenus. Pour les derniers six mois, il y a toujours un déficit d'opérations considérable à cause d'un revenu relativement moindre et par suite des dépenses beaucoup plus élevées dont certaines ont été encourues dans la première période et soldées dans la deuxième.

Ainsi, pour la dernière année financière terminée le 31 mars 1944, d'après les états mensuels qui ont été préparés alors par les officiers responsables du Trésor, voici comment se répartissent les revenus et les dépenses pour ces deux périodes:

(en mille dollars)

	<u>6 premiers mois</u>		<u>6 derniers mois</u>		<u>Total</u>	
Revenu ordinaire	56,195.	60%	36,842.	40%	93,037.	100%
Dépenses ordinaires	39,535.	48%	43,025.	52%	82,560.	100%
Surplus ou <i>Déficit</i> sur compte ordinaire	16,660.		6,183.		10,477.	
Dépenses de capital	2,685.	29%	6,507.	71%	9,192.	100%
Surplus ou <i>Déficit</i> global ...	\$ 13,975.		\$ 12,690.		\$ 1,285.	

Ces états financiers indiquent donc que, l'an dernier, les premiers six mois de l'année démontrent un surplus global de \$13,975,000 à cause des revenus proportionnellement élevés, et les seconds six mois un déficit global de \$12,690,000 à cause d'un revenu relativement moindre et d'une augmentation de dépenses, surtout de dépenses de capital, qui provient du fait que dans le cas des travaux ceux-ci sont faits et encourus dans la première partie de l'année et les dépenses soldées en grande partie dans la dernière.

Durant les cinq premiers mois de l'année financière en cours se terminant le 31 août 1944, d'après les états financiers mensuels du Trésor, les dépenses auraient augmenté de \$7,031,000 et les revenus diminué de \$248,000, manifestant une différence défavorable de \$7,279,000, comparativement à la période correspondante de l'année financière précédente.

Respectueusement soumis,

ROSAIRE COURTOIS,

C. A.

Montréal, le 6 novembre 1944.

PROVINCE DE QUÉBEC

BILAN PROVISOIRE AU 31 AOÛT 1944

ET RAPPORT S'Y RATTACHANT

Préparé par :

ROSAIRE COURTOIS,
C. A.

A L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON, C. P., C. R., LL. D.,
Trésorier de la province,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Tel que demandé dans votre lettre du 6 septembre 1944, j'ai bien l'honneur de vous soumettre le bilan provisoire de la province de Québec, en date du 31 août 1944.

L'état ci-attaché indique que le passif direct et indirect de la province au 31 août 1944, en excluant les engagements, est de \$418,132,000, montant qui se subdivise comme suit:

Passif direct:			
Dette consolidée nette	324,303,000		
Dette flottante	55,523,000		
Revenus différés	35,000	379,861,000	
Passif différé		27,295,000	
Passif éventuel		10,976,000	
Passif direct et indirect (excluant les engagements)		\$ 418,132,000	

Augmentation de \$39,724,000 du passif direct et indirect:

Si l'on déduit les engagements et les subsides statutaires, au montant de \$41,867,000, dont aucun détail n'était disponible, et si l'on tient comme exacts les chiffres soumis dans le rapport sur la position financière de la province au 8 novembre 1939, la dette directe et indirecte de la province, tel qu'établie à cette date, était de \$378,408,000.

Vu que le montant du passif ci-haut, en date du 31 août 1944, ne comprend pas les engagements et les subsides statutaires, l'augmentation de la dette directe et indirecte durant la période du 8 novembre 1939 au 31 août 1944 serait donc de \$39,724,000.

Cette augmentation de dette directe et indirecte se concilie ainsi avec le déficit net global pour la période du 8 novembre 1939 au 31 août 1944:

Revenu ordinaire	416,305,000
Dépenses ordinaires	376,912,000
Surplus au compte ordinaire	39,393,000
Dépenses de capital	78,830,000
Déficit net global sur la base usuelle de publication	39,437,000
Augmentation nette des autres item affectant la dette	287,000
	\$ 39,724,000

DETTE NETTE AU 31 AOÛT 1944, \$299,725,000:

La dette nette, qui n'est qu'une partie de la dette totale de la province, est de \$299,725,000, au 31 août 1944, et cette dette nette se subdivise comme suit:

Passif direct.....	379,861,000	
A déduire:		
Comptes à recevoir, avances et dépenses différées.....	80,136,000	
		<u>\$ 299,725,000</u>

Cette dette nette est représentée par les item suivants:

Dépenses de capital.....	312,401,000	
Dépenses extraordinaires, déduction faite du compte de surplus accumulé au 31 août 1944.....	52,947,000	
		<u>365,348,000</u>
Moins: Réserve pour dépréciation des dépenses de capital et amortissement des dépenses extraordinaires.....	65,623,000	
		<u>\$ 299,725,000</u>

Nous désirons faire des commentaires sur les item suivants du bilan dans l'ordre où ils y apparaissent.

PASSIF DIRECT : \$379,861,000.

Ce passif se détaille comme suit:

Dette consolidée nette, \$324,303,000:

Dette consolidée pour fins diverses.....	368,266,000	
Moins: Fonds d'amortissement.....	55,493,000	312,773,000
Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3.....	15,000,000	
Moins: Fonds d'amortissement.....	5,653,000	9,347,000
Obligations des écoles techniques ou professionnelles assumées par la province en vertu des S.R. 1941, ch. 63, art. 22.....	2,215,000	
Moins: Fonds d'amortissement.....	32,000	2,183,000
		<u>324,303,000</u>

Dette flottante, \$55,523,000:

Comptes à payer.....	7,727,000	
Bons du Trésor.....	35,250,000	
Soutiré de banque.....	2,010,000	
		<u>44,987,000</u>
Fonds en fidéicommis et dépôts judiciaires.....	7,469,000	
Intérêt couru sur la dette.....	3,067,000	55,523,000

Revenu différé..... 35,000

Total du passif direct au 31 août 1944..... \$ 379,861,000

La Banque Canadienne Nationale a payé durant l'année 1943-44, par anticipation, tous ses versements ou annuités qu'elle avait à verser à ce fonds d'ici le 1er mars 1964. Le fonds d'amortissement de \$5,653,000 devra donc rapporter, jusqu'au 1er mars 1964, un montant de \$9,347,000. Vu qu'il faudrait à ce fonds un rendement de 5% l'an pour rencontrer le montant requis et que les placements rapporteront un taux moins élevé que celui-ci, le fonds consolidé du revenu devra donc combler, chaque année, ce déficit entre le rendement requis et le rendement actuel de ce fonds.

La contrepartie de ce montant de \$9,347,000 apparaît à l'actif comme dépense différée qui sera amortie, chaque année, par les montants reçus et gagnés par ce fonds spécial.

Comptes à payer, \$7,727,000:

Ce montant comprend surtout des mandats et des factures en mains de même que certains autres comptes à payer.

Bons du Trésor, \$35,250,000:

Ce montant de bons du Trésor a été émis pour les fins suivantes:

Échéance du 15 mars 1944	9,650,000
Les Fiduciaires aux Biens Commerciaux de St-Sulpice	3,600,000
Fins diverses	22,000,000
	<u>\$ 35,250,000</u>

Soutiré de banque, \$2,010,000:

Ce montant est constitué comme suit:

Chèques en circulation	3,187,000
Moins: Espèces en caisse et en banque	1,177,000
	<u>\$ 2,010,000</u>

ACTIF : \$80,136,000.

Cet item est formé des actifs et des dépenses différées suivants:

Comptes à recevoir	21,760,000
Moins: Réserve pour mauvaises dettes	5,124,000
	<u>\$ 16,636,000</u>

Ce montant représente les taxes dues et les divers comptes à recevoir moins la réserve pour comptes douteux.

Avance à la Raffinerie de Sucre, \$1,600,000:

La loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave, à St-Hilaire, stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à garantir le paiement du principal et des intérêts d'emprunts contractés par la Corporation dont le principal n'excède pas la somme de \$2,000,000.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la Corporation jusqu'à concurrence de ladite somme de \$2,000,000. A la date du 31 août 1944, un montant de \$1,600,000 avait été avancé à cette Corporation par le gouvernement.

Commission des liqueurs de Québec, \$6,621,000:

Ce montant représente la somme apparaissant au crédit du trésorier de la province dans les comptes de la Commission, en date du 31 août 1944. J'ai vérifié l'exactitude de ce montant avec les états de même date transmis par la Commission.

Office du Crédit Agricole du Québec, \$38,150,000:

Prêt à l'Office du Crédit Agricole	46,005,000
Moins: Remboursements	7,855,000
	<u>\$ 38,150,000</u>

La loi du Crédit Agricole du Québec, sanctionnée le 12 novembre 1936, et ses amendements, donnent à l'Office le droit d'emprunter par émissions d'obligations, ou autrement, jusqu'à concurrence de \$50,000,000. Au 31 août 1944, le montant net dû à la province par cet office est de \$38,150,000, tel que mentionné plus haut. Il est à noter que, durant la période du 31 mars 1943 au 31 août 1944, l'Office du Crédit Agricole a remboursé à la province un montant net de \$1,350,000 sur ses emprunts.

Dépenses différées, \$14,770,000:

Ces dépenses différées se subdivisent comme suit:

Escompte sur obligations émises—solde non amorti. . .	5,423,000
Émission spéciale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3—solde à être amorti avant le 1er mars 1964	9,347,000
	<u>\$ 14,770,000</u>

Les escomptes et les primes sur les divers emprunts sont amortis entièrement durant la durée de ces emprunts. Le montant ci-haut représente donc le solde à amortir sur les divers emprunts consolidés de la province. Ce montant, quoique n'étant pas un actif, est traité comme tel dans le bilan soumis en vertu de la pratique courante dans la comptabilité gouvernementale.

Le montant de \$9,347,000 a été discuté précédemment. Ce montant a été laissé à l'actif bien qu'on serait justifié aussi de le mettre avec les dépenses extraordinaires augmentant ainsi la dette nette, quitte à amortir, chaque année, ce montant et à diminuer la dette nette par les montants gagnés et les montants versés à ce fonds à même le fonds consolidé du revenu.

DETTE NETTE : \$299,725,000.

La dette nette de la province au 31 août 1944 est représentée par les item suivants:

Dépenses de capital, \$312,401,000:

Routes et ponts	204,543,000	
Travaux de chômage	44,481,000	
Edifices publics	41,030,000	
Centrale électrique de Témiscamingue	9,075,000	
Emmagasinement des eaux et travaux hydrauliques	8,726,000	
Biens Commerciaux de St-Sulpice, parcs nationaux et divers	4,546,000	312,401,000

Dépenses extraordinaires, \$86,608,000:

Ces diverses dépenses, quoique n'ayant aucune valeur réelle, ont été faites en vertu de lois ayant un pouvoir d'emprunt séparé—

Aide aux chômeurs	65,457,000	
Diverses lois de colonisation	19,459,000	
Octrois à l'Université de Montréal, solde non amorti	1,054,000	
Aide à la jeunesse	638,000	
	<hr/>	
	86,608,000	
Moins: Compte de surplus accumulé au 31/8/44— déduction faite du déficit accumulé du fonds de l'assistance publique au 30/6/39	33,661,000	52,947,000
	<hr/>	
		365,348,000
Moins: Réserve pour dépréciation des dépenses de capital et l'amortissement des dépenses extraordi- naires		65,623,000
		<hr/>
Dette nette au 31 août 1944	\$	299,725,000

Passif différé, \$27,295,000:

Ce montant représente les octrois payables aux institutions par versements annuels à être pris sur les fonds de l'assistance publique et sur divers crédits. Jusqu'au 31 mars 1943, la province n'indiquait dans le passif différé que les octrois garantissant une émission d'obligations. Le montant de \$27,295,000 représente le total de tous les octrois, que ceux-ci garantissent une émission d'obligations ou non.

En outre, la province s'est engagée à verser des octrois suffisants pour payer l'intérêt sur le montant d'obligations égal au capital, dans les cas où ces octrois garantissent une émission d'obligations.

Des octrois, au montant de \$9,444,000, donnés durant la période du 1^{er} avril au 31 août 1944—un total de \$2,300,000 avait été rescindé à la date du 28 octobre 1944.

PASSIF ÉVENTUEL : \$10,976,000.

Ce passif, garanti par la province, est subdivisé ainsi:

Municipalités, écoles ou hôpitaux	5,637,000
Syndicat National du rachat des rentes seigneuriales	2,815,000
Garanties autorisées pour favoriser les améliorations municipales	1,412,000
Sociétés Coopératives et divers	1,112,000
	<hr/>
	\$ 10,976,000

Ces divers chiffres m'ont été soumis par les officiers responsables de chaque département.

Engagements:

Le bilan provisoire, ci-attaché, ne comprend pas les engagements à cause de la pratique courante dans la comptabilité gouvernementale de ne pas inscrire tels montants dans un bilan. Tout de même il est de toute nécessité qu'un gouvernement, en aucun temps et surtout lors d'un changement d'administration, sache: 1° les engagements sur les crédits en cours, et 2° les engagements à être soldés subséquemment.

Dépenses et engagements sur crédits de l'année courante:

D'après les informations qui m'ont été données, les dépenses passées sur mandats, les factures en mains et les engagements pris avant le 31 août 1944, et devant être soldés avant le 31 mars 1945, y compris l'intérêt sur la dette et les salaires, se totalisent à \$80,324,000. En d'autres termes, le budget de l'année en cours était dépensé ou engagé au 31 août 1944 de \$80,324,000.

J'ai obtenu ces chiffres des officiers responsables des divers départements vu que le registre des crédits ne tient compte que des engagements sur les salaires; je n'ai fait que la compilation, sans faire une vérification de détails.

Engagements à être soldés après l'année en cours:

Si l'on tenait compte, dans l'établissement des engagements à être soldés après le 31 mars 1945, des intérêts sur la dette, nous arriverions à un chiffre fantastique. Il est de plus impossible de déterminer les montants des pensions et des salaires. Il reste donc, si l'on veut avoir une idée des engagements à être soldés après la date mentionnée, les octrois comprenant certaines subventions statutaires pour un montant fixe et pour une période déterminée, et les contrats. Ces derniers item, d'après l'information qui m'a été soumise par les mêmes sources déjà mentionnées, se totalisent à \$11,755,000 au 31 août 1944.

Commission hydroélectrique de Québec:

Par la loi de la Commission hydroélectrique de Québec, sanctionnée le 14 avril 1944, l'on pourvoit, en autre chose, à l'expropriation des entreprises suivantes:

A) A compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated devenait la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec.

L'entreprise expropriée ne comprend pas les actions, obligations ou autres valeurs détenues par la Montreal Light, Heat & Power Consolidated ou par toutes compagnies composantes, ni les autres placements faits par elle, ni les créances à elle, dues le 15 avril 1944, qu'elles soient échues ou non à ladite date.

B) A compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution d'électricité de Montreal Island Power Company devenait la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec.

C) A compter du 15 avril 1944, toutes les actions formant le fonds social de Beauharnois Light, Heat & Power Company devenaient la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec.

En vertu de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à emprunter de l'argent et à émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tous emprunts effectués par la Commission en vertu de la présente loi et garantir l'exécution de toute obligation de ladite Commission pour le paiement de sommes d'argent.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer à la Commission tout montant jugé nécessaire pour ses opérations, ces avances portant intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Au 31 août 1944, aucun montant n'a été inscrit au passif direct ou indirect de la province en ce qui a trait à ces diverses expropriations. Il semble qu'il n'y aurait pour la province, à cette date, qu'un passif éventuel encore indéterminé.

Pensions:

Par la loi modifiant la loi des pensions, sanctionnée le 31 mars 1942, les employés du service civil extérieur de la province ainsi que d'autres employés spécifiés dans cette loi, sont maintenant

affectés par la loi des pensions telle qu'amendée. L'effet de ceci a été d'augmenter les contributions et de transformer une dépense nette qui était, pour l'année financière terminée le 31 mars 1942, de près de \$172,000 en un excédent de recettes qui a été de plus de \$725,000 pour l'année financière 1943-44.

Tout officier ou employé peut maintenant faire compter en tout ou en partie, la durée de ses services, à titre temporaire ou surnuméraire, pour fins de pension et les modalités de paiements pour ces arrérages sont aussi déterminées par la loi.

Il est à noter que la province ne tient pas de fonds séparé pour les pensions, le résultat net de chaque année étant affecté au compte ordinaire des opérations. Pour un certain nombre d'années encore, les recettes dépasseront les déboursés mais il est à noter qu'il y a là un passif éventuel encore indéterminé.

REMARQUES GÉNÉRALES:

Je n'ai pas fait de vérification ni de confirmation des comptes autres que celles mentionnées dans ce rapport, et j'ai préparé ce bilan d'après les livres et dossiers de la province et les balances de vérification des divers départements. Les renseignements additionnels que j'ai requis m'ont été fournis par les officiers responsables des divers départements.

Je vous ai donné ce bilan en date du 31 août 1944 bien que le changement d'administration ait eu lieu le 30 de ce mois et que vous me demandiez de faire cet état à cette date dans votre lettre à laquelle j'ai référé au début de ce rapport.

Vu que tous les chiffres régulièrement soumis par les départements, chaque mois, avaient déjà été donnés en date du 31 août quand j'ai débuté mon travail et après examen de la question, je suis d'avis que le bilan provisoire soumis en date du 31 août 1944 et les commentaires qui s'y rattachent représentent de fait la situation financière de la province lors du changement d'administration en tant que peut représenter un bilan provisoire qui est nécessairement fait à une date autre qu'à la fin d'une année financière.

Dans la préparation du bilan et au cours de mon travail, j'ai eu recours aux services de certains officiers de votre département et je tiens à les remercier pour les informations qu'ils m'ont fournies.

Respectueusement soumis,

ROSAIRE COURTOIS,

C.A.

Québec, le 6 novembre 1944.

PROVINCE
BILAN PROVISOIRE

(en mille)

PASSIF

DETTE CONSOLIDÉE NETTE:

Dette consolidée.....	\$ 368,266	
Moins: Fonds d'amortissement.....	55,493	\$ 312,773
Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3.....	15,000	
Moins: Fonds d'amortissement.....	5,653	9,347
Obligations des écoles techniques ou professionnelles assumées par la province, en vertu des S.R. ch. 63, art. 22....	2,215	
Moins: Fonds d'amortissement.....	32	2,183
	\$	324,303

DETTE FLOTTANTE:

Comptes à payer.....	7,727	
Bons du Trésor.....	35,250	
Soutiré de banque.....	2,010	
	44,987	
Fonds en fidéicommiss y compris les dépôts judiciaires.....	7,469	
Intérêt couru sur la dette.....	3,067	55,523
REVENU DIFFÉRÉ.....		35
	\$	379,861

ACTIF

Comptes à recevoir.....	21,760	
Moins: Réserve pour mauvaises dettes.....	5,124	16,636
Avance à la Raffinerie de sucre de Québec.....		1,600
Commission des Liqueurs de Québec.....		6,621
Prêts à l'Office du Crédit Agricole du Québec.....	46,005	
Moins: Remboursements.....	7,855	38,150
		63,007
Puissance du Canada:		
Dettes nettes.....	1,076	
Fonds commun des écoles.....	1,253	
Argent détenus par le Receveur Général du Canada.....	30	2,359
Dépenses différées:		
Escompte sur obligations émises—solde non amorti.....	5,423	
Émission spéciale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3—solde à être amorti avant le 1er mars 1964.....	9,347	14,770
		80,136
Dettes nettes au 31 août 1944.....		299,725
	\$	379,861

Valeurs détenues pour les municipalités, les corporations scolaires, etc., \$13,075.

Montréal, le 6 novembre 1944.

DE QUÉBEC

AU 31 AOÛT 1944

dollars)

DETTE NETTE REPRÉSENTÉE PAR:

Dépenses de capital:

Routes et ponts	\$	204,543	
Travaux de chômage		44,481	
Édifices publics		41,030	
Centrale Électrique de Témiscamingue		9,075	
Emmagasinement des eaux et travaux hydrauliques		8,726	
Biens commerciaux St-Sulpice, parcs nationaux et divers		4,546	\$ 312,401

Dépenses extraordinaires:

Aide aux chômeurs	65,457
Diverses lois de colonisation	19,459
Octroi à l'Université de Montréal, solde non amorti	1,054
Loi de l'Aide à la jeunesse	638

	86,608	
Moins: Compte de surplus au 31 août 1944	33,661	52,947

365,348

Moins: Réserve pour dépréciation des dépenses de capital et l'amortissement des dépenses extraordinaires	65,623
---	---------------

Dette nette au 31 août 1944	\$ 299,725
--	-------------------

Passif direct tel que ci-haut	\$ 379,861
--	-------------------

Passif différé:

Octrois payables aux institutions par versements annuels à être pris sur les fonds de l'assistance publique et sur divers crédits	27,295
(En outre la province s'est engagée à verser des octrois suffisants pour payer l'intérêt sur un montant d'obligations égal au capital, dans les cas où ces octrois garantissent une émission d'obligations).	

Passif éventuel:

Municipalités, écoles et hôpitaux	5,637
Syndicat National du rachat des rentes seigneuriales	2,815
Garanties autorisées pour favoriser les améliorations municipales	1,412
Sociétés coopératives et divers	1,112
	10,976

Total de la dette directe et indirecte (excluant les engagements)	\$ 418,132
--	-------------------

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les engagements à la date du bilan. Cette question d'engagements est traitée dans le rapport qui précède le présent état, de même que celle de la Commission hydroélectrique de Québec.

Sujet à mon rapport de même date,

ROSAIRE COURTOIS,

Comptable agréé.

L'ÉVÉNEMENT-JOURNAL, SAMEDI, 16 DÉCEMBRE 1944

L'ANCIEN TRÉSORIER MATHEWSON ET LES FINANCES DE LA PROVINCE

L'hon. J. Arthur Mathewson, ex-trésorier de la province, a fait une déclaration, hier, en réponse à celle de l'hon. Onésime Gagnon, trésorier actuel, sur la situation financière de la province après l'enquête de M. Rosaire Courtois. Cette déclaration a été formulée simultanément à Québec et à Montréal. (Cf : note au bas de la page.)

Voici comment s'exprime M. Mathewson :

DÉCLARATION DE M. MATHEWSON

L'honorable Onésime Gagnon a publié récemment une déclaration concernant la situation financière de la province de Québec. Il a cherché à diminuer et à discréditer l'œuvre de restauration financière accomplie par l'administration Godbout et indirectement, par le fait même, mettre en doute l'exactitude des documents publics. J'ai été chargé de rétablir les faits.

La vérité c'est que durant l'élection du mois d'août dernier, l'Union Nationale fit une promesse échevelée à l'effet d'abolir la taxe de vente qui constitue un revenu de \$13,000,000. pour la province. Tout homme qui a au moins une connaissance élémentaire des finances publiques, sait fort bien qu'une telle source de revenus ne peut être abolie sans être remplacée par une ou d'autres taxes rapportant des revenus équivalents.

Plutôt que de faire face franchement à la situation et d'admettre qu'il avait fait une promesse impossible à tenir, le gouvernement de l'Union Nationale cherche par des moyens dilatoires à justifier la répudiation de sa promesse, sous le prétexte fallacieux que la mauvaise administration financière du régime précédent rend sa réalisation impossible.

L'honorable M. Gagnon ne réfute pas la vérité inattaquable que l'administration libérale avait rétabli l'ordre dans les finances de la province et que durant les trois dernières années de son administration de cinq ans a maintenu les dépenses totales annuelles à un niveau moindre que les revenus annuels avec le résultat que durant trois années consécutives nous avons eu des surplus globaux. On met en regard tout simplement les revenus totaux d'une administration libérale de cinq années avec ceux perçus durant seulement trois années d'administration d'Union Nationale sans tenir compte des emprunts contractés par cette dernière administration. La comparaison est malhonnête. Dans un cas il s'agit de revenus pour une période de cinq ans et dans l'autre pour une période de trois ans en ignorant sciemment les nouveaux emprunts désastreux contractés par l'Union Nationale de 1936 à 1939.

Le fait logique demeure. Durant cette triste période la province fut endettée au taux d'un million par semaine. La dette publique fut plus que doublée durant trois années d'administration d'Union Nationale.

Durant la première année de notre administration alors que nous administrions en vertu du budget de l'Union Nationale de l'année suivante, le déficit annuel fut réduit à 15 millions et depuis lors il n'y eut plus aucun déficit annuel. Au contraire, chaque année financière se termina avec un surplus.

Note:— Cette déclaration de l'ancien trésorier porte la date du 16 décembre 1944. Elle suit le rapport Courtois présenté au gouvernement, le 6 novembre. C'est cette déclaration qui semblait destinée à réfuter ce rapport. Le texte du rapport que l'on trouve aux pages précédentes a été publié dans les journaux du 7 novembre 1944.

SURPLUS DE 1942 A 1944

Je répète ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire à plusieurs reprises, que pour les années fiscales se terminant en 1942-43-44 il y eut des surplus globaux suivants:

1942.....	\$ 1,988,000.
1943.....	871,000.
1944.....	1,285,000.

Les faits que j'ai cités dans ma déclaration du 29 août 1944 au moment où je cédais mon poste à mon successeur étaient absolument exacts et n'ont pas été contestés. L'honorable Gagnon a bien prétendu que "contrairement aux déclarations des honorables Mathewson et Godbout, la dette flottante de la province au 30 août 1944 était de... etc.". Mais ni l'honorable M. Godbout ni moi-même n'avions traité le sujet de la dette flottante à cette époque. Il est assez difficile de savoir ce que M. Gagnon veut dire quand il fait une assertion qu'il affirme être contraire à nos propres déclarations, déclarations que nous n'avons jamais faites sur un tel sujet. J'ai déclaré dans le temps que l'état des bons du Trésor, que j'ai entièrement analysé et démontré comme se chiffrant à \$9,650,000. par le refinancement temporaire d'un emprunt qui avait été contracté par l'Union Nationale et qui était devenu échu le 14 mars 1944; d'avances au montant de \$11,400,000. à l'Office du Crédit agricole; d'avances de \$1,800,000. à la Raffinerie de sucre du Québec et de certains autres item secondaires que j'ai cités dans le temps.

Je ne puis toutefois permettre de laisser passer sans la relever la déclaration inexacte suivante de l'honorable M. Gagnon: "sous le gouvernement Godbout en cinq mois les dépenses se chiffrent à \$80,324,000. ne laissant au gouvernement de l'Union Nationale qu'une disponibilité de \$11,959,000. pour administrer durant une période de sept mois".

L'honorable M. Gagnon a évidemment mal compris l'explication suivante que son comptable lui avait donnée: "...Après cinq mois d'opérations les dépenses totales et les engagements contractés devant être payés avant le 31 mars 1945, incluant l'intérêt sur la dette ainsi que les salaires, s'élevaient à la somme de \$80,324,000., laissant une balance nette de \$11,959,000. pour les sept mois de l'année financière se terminant le 31 mars prochain".

Il est à remarquer que le chiffre de \$80,324,000. comprend, d'après le comptable — "les dépenses totales et les engagements devant être soldés avant le 31 mars 1945, ce qui comprend l'intérêt sur la dette et les salaires".

LE CONTROLE DU BUDGET

Pour atteindre ce chiffre on a tenu compte à l'avance du coût d'opération du présent gouvernement jusqu'au 31 mars 1945, du moins c'est ce que le comptable déclare. Ce dernier ajoute que: "les détails de ce chiffre de \$80,324,000. démontrent qu'au 31 août 1944 les engagements à être payés avant le 31 mars 1945 dépassaient déjà, pour un bon nombre d'item, et dans certains cas pour des montants substantiels les chiffres prévus dans les estimés". Mon successeur à la Trésorerie n'a pas lieu d'entretenir de craintes, parce qu'il se souviendra qu'en 1941 la législature adopta, sur ma recommandation, la loi 5 George VI, ch. 6, loi qui rend impossible pour les départements dans la plupart des cas d'excéder le montant des estimés votés par la Chambre. Cette loi remit le contrôle du budget à l'Assemblée législative alors qu'autrefois ce contrôle était exercé par le seul conseil des ministres. Le système inauguré par l'administration libérale remit entre les mains des députés de l'Assemblée législative le contrôle des cordons de la bourse. Aucun argent ne peut être dépensé sans autorisation de la législature. Les deux tiers du budget sont maintenant soumis au contrôle de la législature alors qu'autrefois les deux tiers y échappaient.

Il est à remarquer qu'apparemment l'on a inclus dans les engagements devant être payés durant l'année courante, des projets à long terme s'étendant sur un certain nombre d'années, particulièrement dans le domaine de la construction des routes et dans les octrois aux institutions philanthropiques en vertu de la Loi d'assistance publique. Ces item ne sont pas sujets au contrôle budgétaire: ce sont des item statutaires. Cependant toutes les dépenses doivent être soumises à la Chambre dans les comptes publics.

Relativement aux subsides ou octrois accordés aux institutions philanthropiques sous la Loi de l'assistance publique, je note qu'il est déclaré que:

"Des subsides au montant de \$9,444,000. ont été accordés au fonds de l'assistance publique pour la période du 1er avril au 31 août".

Cette déclaration prête à confusion. Le montant ainsi octroyé aux hôpitaux, universités, etc. est réparti sur des périodes de 10 à 20 années, de sorte que la dépense attribuable pour l'année fiscale en cours est peut-être 5 à 10 pour cent du chiffre mentionné.

DES OCTROIS SUPPRIMÉS

Je déplore profondément que la présente administration ait annulé des octrois s'élevant à la somme de \$2,300,000. Entre autres celui de l'hôpital St. Mary's, pour aider à la construction d'une résidence pour les gardes-malades ainsi qu'un autre octroi à l'Hôpital-Général de Sherbrooke, octroi qui a été accordé en vue de lui permettre de s'installer dans un nouveau local et faire servir l'édifice actuel pour une institution catholique d'orientation des jeunes garçons nécessiteux.

J'ose espérer que la décision prise sera reconsidérée dans le cas de ces hôpitaux, et que les octrois seront rétablis et payés sur la même base que ceux accordés aux autres institutions du genre.

Il est en effet toujours regrettable de faire de la partialité et la chose serait particulièrement blâmable quand il s'agit d'institutions charitables, lesquelles n'ont d'autre but que de soulager la misère.

Je ne me propose pas d'engager une lutte continue avec mon honorable ami, le Trésorier provincial. J'attends avec confiance la convocation des Chambres alors qu'il sera devant moi. Dans ce temps-là, il n'osera pas critiquer l'administration financière de la province durant les cinq dernières années. J'ai bon espoir qu'il cessera ces attaques qui ne lui apportent aucun avantage et qui seront de nature à nuire au crédit de la province s'il les continue.

Je puis l'assurer de mon ardent désir de l'aider à maintenir la solidarité et la stabilité de notre structure financière que nous avons réussi à édifier à la suite de nombreuses années de dur labeur. Les faits sont là, démontrés dans les comptes publics vérifiés par l'Auditeur général de la province. Ils parlent par eux-mêmes.

TABLE DES MATIÈRES

I. — LA SITUATION FINANCIÈRE	6
1. — L'héritage laissé par l'ancien gouvernement	6
2. — Les affirmations de l'ancien trésorier	11
<i>Tableau No 1.</i> — État provisoire des revenus pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1945	16
<i>Tableau No 2.</i> — État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1945	17
3. — Considérations sur le budget 1944-45	18
II. — LA DETTE DE LA PROVINCE SOUS L'UNION NATIONALE	26
III. — LE BUDGET 1945-46	29
<i>Tableau No 3.</i> — Revenus probables pour l'exercice financier 1945-46	30
<i>Tableau No 4.</i> — Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations pour l'exercice financier 1945-46	31
Réduction du taux sur les bons du trésor	33
Abolition de la taxe de vente	35
NOTRE PROGRAMME DE RESTAURATION	39
Création d'une École forestière	40
La route de Chibougamou	41
Classification des employés civils	42
Octroi à la Faculté des sciences sociales	43
Formation d'un comité du trésor	43
Refonte des lois d'assurance	44
<i>Tableau No 5.</i> — État comparatif de l'augmentation de la dette totale pour les périodes du 9/11/39 au 31/8/44 et du 1/7/36 au 8/11/39	47
<i>Tableau No 6.</i> — Augmentation de la dette directe et indirecte du 8 novembre 1939 au 31 août 1944	48
<i>Tableau No 7.</i> — Augmentation de la dette directe et indirecte du 1er juillet 1936 au 8 novembre 1939	49
Aperçu sommaire sur la situation financière de la province de Québec à la date du 31 août 1944, préparé par M. Rosaire Courtois, c.a.	51
Bilan provisoire au 31 août 1944 et rapport s'y rattachant, préparé par M. Rosaire Courtois, c.a.	57
L'ancien trésorier Mathewson et les finances de la province	68